



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

URSS C'EST UN ETAT CAPITALISTE QUI VOLE EN ECLATS

EDITORIAL

■ Il y a un an à peine, toute une région du monde a connu pendant 42 jours l'apocalypse. A travers 110 000 raids aériens, ce sont plus de 100 000 tonnes de bombes (sans parler des missiles et autres moyens de destruction) qui ont été déversées par les "forces coalisées" sur l'Irak et le Koweït. En réponse à Saddam Hussein, cette crapule sanguinaire qui avait engagé ses soldats et la population de son pays dans un jihad suicidaire, Bush et ses alliés des "grandes démocraties" ont déclenché un incroyable déluge de feu qui a fait au bas mot 500 000 morts (aujourd'hui encore, cette bande d'assassins fait le silence sur le bilan réel de ses exactions). Ce qui est resté après la "Tempête du désert", ce sont des villes et des villages ravagés, des masses d'hommes, de femmes et d'enfants meurtris et affamés qui, en ce moment même, continuent d'être décimés par les privations et les maladies, sans oublier l'enfer que vivent quotidiennement sous les bombes et la mitraille les populations kurdes coincées entre les troupes de Bagdad et celles d'Ankara.

Voilà comment la bourgeoisie a commencé l'année 1991. Mais souvenons-nous de comment tous ces criminels se sont évertués, durant les six mois précédents, à justifier et à chercher à nous faire accepter les horribles massacres qu'ils allaient commettre au nom d'un prétendu "droit international", pour lequel des millions d'êtres humains ont payé et continuent de payer. Rappelons-nous aussi que, pendant qu'ils semaient la mort et la désolation dans le Golfe, ils n'ont cessé de nous répéter que c'était nécessaire "pour la paix" et qu'ils sont allés jusqu'à nous promettre "un nouvel ordre mondial" fait "d'entente et d'harmonie entre les peuples" après le succès de leur "croisade" contre Saddam Hussein.

Un an avant ce conflit monstrueux, ces fameux porteurs de la démocratie bourgeoise, ces massacreurs que sont Bush, Mitterrand et Cie, n'avaient-ils pas fait les mêmes serments hypocrites, les mêmes mensonges ignobles quand le bloc impérialiste de l'Est s'effondrait et disparaissait, nous certifiant que l'humanité allait enfin connaître un avenir sans guerre ?

La vérité, et voilà ce que la classe ouvrière doit retenir, tient d'abord et avant tout dans ces mots : le capitalisme, c'est la guerre. Cette terrible expérience que le monde a connue au début de 1991 dans le Golfe n'est qu'une illustration de la réalité du système barbare et décadent qui domine partout sur la planète. Elle n'a fait que dévoiler une fois de plus au cours de ce siècle, en quoi réside sa nature profonde.

Mais la vérité, c'est aussi que ce système en crise se trouve aujourd'hui à l'agonie et vit sa dernière phase, celle de la décomposition. Son existence, si elle se poursuit, ne peut-être faite que de conflits de plus en plus meurtriers, de massacres de plus en plus nombreux, de situations plus chaotiques et plus horribles les unes que les autres, de catastrophes et de famines toujours plus gigantesques et terrifiantes. Et pour la classe ouvrière des pays dits riches, ça ne peut être que plus de sacrifices et d'enfoncement dans une misère insupportable, sans parler des prochaines "aventures guerrières" pour lesquelles la bourgeoisie cherchera à la solliciter.

Le monde capitaliste s'enfonce dans la barbarie et le chaos. Il ne peut être que de plus en plus dominé par l'anarchie, le chacun pour soi et la guerre de tous contre tous.

L'année 1991 tout entière n'a fait qu'illustrer cette réalité même si la classe dominante ressasse ses mêmes mensonges sur les "possibilités de paix et de prospérité" dans le cadre de son système, sur le soi-disant "élan vers la démocratie" qui gagnerait partout et devrait mener ainsi le monde vers une "harmonie des peuples".

C'est ce "nouvel ordre mondial", annoncé et promis même avant la guerre du Golfe, qui n'a cessé d'accumuler l'horreur et les cadavres durant toute l'année.

Le feu n'était pas encore éteint au Moyen-Orient qu'il se rallumait en Yougoslavie. A quelques centaines de kilomètres des grandes capitales occidentales, des dizaines de milliers de Croates ou de Serbes sont morts et d'autres continuent de tomber chaque jour, sans que l'on puisse entrevoir un arrêt de ces massacres dus au déchainement

(SUITE PAGE 2)

■ Depuis le putsch avorté d'août 91, pas une semaine, pas un jour ne se sont écoulés sans que de nouvelles convulsions viennent encore accélérer le processus de désintégration de l'URSS. Et si, le lundi 2 décembre, l'Ukraine, deuxième république de l'Union par son importance démographique et économique, proclamait son indépendance, c'est finalement l'accord signé le 8 décembre à Brest-Litovsk qui officialise désormais définitivement la fin de l'URSS. Ca y est, l'URSS est morte. Désintégrée ! L'évènement est considérable, historiquement sans précédent. Bien sûr, il ne s'agit pas là de pleurer la disparition de cet Etat bourgeois vieux de soixante-dix ans, les révolutionnaires ont toujours mis en évidence la nature capitaliste de ce soi-disant pays communiste, mais de mettre en évidence qu'à travers cette implosion, un pas qualitatif énorme vient d'être franchi dans la décomposition générale du monde capitaliste. Certes, l'exemple de la Yougoslavie nous montre que le pourrissement du capitalisme peut entraîner l'éclatement d'un Etat, seulement voilà, concernant l'ex-URSS, cela se passe à une tout autre échelle : à celle concrètement d'un pays qui, naguère encore, constituait la deuxième superpuissance mondiale, qui compte près de 300 millions d'habitants et dont le territoire grand comme quarante fois la France est truffé d'environ 27 000 têtes nucléaires, chaque tête équivalant à des dizaines, voire des centaines, de fois la bombe d'Hiroshima. Forcément, à ce niveau-là, les conséquences du chaos qui s'y déchaîne ne peuvent être que planétaires.

VERS UN DECHAINEMENT DU CHAOS

Véritable second putsch visant à écarter définitivement Gorbatchev, Eltsine pour la Russie, Kravtchouk pour l'Ukraine et Chouchkevitch pour la Biélorussie ont signé début décembre un texte dans lequel ils "constatent que l'URSS en tant que sujet du droit international et réalité géopolitique n'existe plus". Dans la foulée est annoncée la création d'une "Communauté d'Etats Indépendants" slave, une sorte de Commonwealth gérant souverainement leurs relations économiques et politiques, et à laquelle viennent de s'associer vendredi 13 décembre les cinq républiques d'Asie centrale. Cet accord constitue-t-il la première pierre d'un nouvel édifice garantissant enfin un minimum de stabilité économique et politique sur les cendres de la défunte URSS ? Sûrement pas. Toute l'infrastructure économique, sociale, politique, est totalement pourrie. Aucune base saine, du point de vue capitaliste, n'existe, toutes les démarches entreprises pour freiner la décomposition sont tellement pleines de contradictions, d'antagonismes, qu'elles finissent, à l'inverse, par aggraver la situation.

Qu'on en juge :

• Sur le plan économique, toutes les tentatives d'introduction de l'économie de marché, présentée il y a peu comme la panacée, ont lamentablement échoué. Le fameux "plan de 500 jours", concocté par Eltsine, est un fiasco qui se traduit par une paupérisation dramatique de la population. Il y a un an, 41% des habitants vivaient au-dessous du seuil de pauvreté. Aujourd'hui, ce taux atteindrait, selon certaines estimations, près de 80%. A vrai dire, parler en la circonstance de crise économique est un doux euphémisme. Une à une, les usines s'arrêtent, plus rien ou presque n'est produit et le peu de denrées encore disponibles est à des prix défiant l'entendement : un kilo de fromage se négocie au marché noir 400 roubles alors que le salaire moyen tourne autour de 300 roubles. Le pain lui-même se stocke. Plus rien de véritablement organisé n'existe, bref, c'est le néant, la banqueroute totale. Les salaires des fonctionnaires ne sont plus payés, la monnaie ne vaut plus rien. Selon les prévisions de l'hebdomadaire économique indépendant de Moscou "Kommersant", le taux annuel d'inflation atteindra les 650-700% vers la fin de 1991. Même le rationnement alimentaire mis en place par la mairie de Saint-Petersbourg ne peut voir

le jour faute de papier servant à imprimer les tickets ! Le maire de cette ville, Anatoli Sobtchak, déclarait d'ailleurs le 10 novembre : "Nous n'avons pas constitué les réserves alimentaires suffisamment importantes sans lesquelles les grandes villes soviétiques et les grands centres industriels du pays ne pourront simplement pas survivre." Quant à l'aide alimentaire consentie par les Occidentaux, il n'y a aucune garantie pour qu'elle puisse parvenir aux destinataires. Non seulement les moyens de transport sont inopérants à cause du manque de pièces détachées, de combustible, et des troubles qui agitent le territoire, mais la paralysie de l'appareil politico-administratif (personne ne sait qui commande quoi) empêche de plus toute prise de décision. Ainsi, entre autres exemples, un convoi d'"aide humanitaire" est bloqué en ce moment en Allemagne car personne n'est en mesure de le réceptionner à Moscou. Enfin, pour ce qui concerne les marchandises parvenant encore dans les grandes concentrations, elles sont le plus souvent détournées par des bandes armées de racketteurs professionnels qui les vendent à des prix exorbitants sur le marché parallèle. Ici, la mafia règne en maître.

A ce stade, le mot même de crise économique n'a guère de sens, tout a volé en éclats !

• Ce qui, toutefois, est le plus significatif de l'état général de délabrement, c'est la perte par la bourgeoisie du contrôle politique de la situation. Pour preuve, la non-maîtrise de l'armée. Cette dernière ne représente plus du tout un corps cohérent, déchirée qu'elle est entre partisans de telle ou telle nationalité, entre réformateurs ou conservateurs nostalgiques de l'Union. Sa désorganisation est complète. Démoralisés par l'effondrement du pays, des régiments entiers de soldats à la solde dérisoire se font mercenaires au service des multiples causes nationalistes. Et cela ne se vérifie pas seulement au plus bas niveau de la hiérarchie militaire mais concerne également les généraux, tel Doudaïev, le nouveau potentat local de la Tchétchéno-Ingouchie, ou bien encore le maréchal Chapochnikov, qui, finalement, s'est rallié à Eltsine et à son fumeux projet de fédération des Etats slaves. Ainsi, à la question "où se trouve le centre ? ", personne n'est en mesure de répondre. Et pour cause, il n'existe plus. Ce qui fut des décennies durant l'un des plus féroces Etats bourgeois du monde capitaliste est aujourd'hui complètement détruit. Quant à imaginer, dans un tel contexte, que la nouvelle communauté des Etats indépendants puisse, sinon garantir un peu d'ordre, tout du moins freiner la décomposition relèver de la plus pure illusion. La perspective est bel et bien à toujours plus de chaos.

En effet, toutes les économies des républiques de feu l'Union Soviétique sont sinistrées, et l'insolvabilité, l'anarchie, qui s'y développent, n'inciteront personne à investir. Il s'agit bien là de gouffres financiers impossibles à com-

(SUITE PAGE 2)

SOMMAIRE

SITUATION INTERNATIONALE	
• Yougoslavie.....	p. 2
• Sommet de Maastricht.....	p. 3
• Conférence de Washington.....	p. 3
• Togo.....	p. 3
• Les pays "riches" plongent dans la récession.....	p. 4
• Brésil : la bourgeoisie massacre les enfants.....	p. 4
FRANCE	
• Misère et austérité capitaliste.....	p. 5
• L'état démocratique dévoile son vrai visage.....	p. 5
• Campagne anti-Le Pen.....	p. 6
• Courrier des lecteurs.....	p. 7
MANIFESTE DU CCI (extraits)	
• La révolution du prolétariat mondial, seul espoir pour l'humanité.....	p. 8

"MONTEE" DE L'EXTREME DROITE
OU EST LE VRAI DANGER
POUR LA CLASSE OUVRIERE ?

(voir pages 6 et 7)

Bush, Mitterrand, Kohl, Milosevic, Tudjman...

TOUS RESPONSABLES DES MASSACRES EN YOUGOSLAVIE

■ Tractations autour de la reconnaissance de l'indépendance des républiques de l'ex-fédération yougoslave, préparatifs diplomatiques à l'envoi de "casques bleus", sans oublier les multiples "missions humanitaires" envoyées par les bonnes âmes occidentales. A en croire la propagande bourgeoise, c'est fou les efforts qui sont faits ces derniers jours, par la CEE, l'ONU et les autres organismes représentant la "communauté internationale" pour mettre, paraît-il, un terme à l'atroce tuerie qui ensanglante depuis cinq mois la Yougoslavie.

Il ne faut pas se faire d'illusions. Les récents résultats des discussions entre grandes puissances occidentales sur la Yougoslavie, au lendemain du sommet de Maastricht, n'ont pas plus de chance que les précédentes initiatives diplomatiques de déboucher sur un ralentissement des massacres. Tout comme ces dernières, ils ne font que manifester au grand jour les sordides conflits d'intérêts impérialistes qui opposent entre elles ces grandes puissances, et qui n'ont fait depuis le début qu'entretenir et attiser le brasier yougoslave.

Pendant des mois, les puissances occidentales, mis à part se lamenter à l'unisson, dépêcher quelques équipes d'observateurs et envoyer des expéditions "humanitaires", n'ont fait que mettre en lumière leur totale incapacité à s'accorder à quelque niveau que ce soit, diplomatique, politique ou militaire, sur une intervention en mesure de peser réellement dans le conflit yougoslave. Et pour cause. Les motivations qui les animent, contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, ne consistent à chercher à "ramener la paix" qu'à condition que cette "paix" serve leurs intérêts impérialistes. Et comme ces intérêts impérialistes, loin de coïncider, s'opposent au contraire de manière toujours plus irréconciliable, entre une Allemagne qui cherche à travers les cliques croates à étendre son influence impérialiste vers la Méditerranée, des USA qui sont prêts à tout pour les en empêcher, y compris à laisser la Serbie transformer la Croatie en champ de ruines, une France qui joue sur les deux tableaux, en appuyant tantôt l'un tantôt l'autre dans l'espoir de tirer son épingle du jeu, le martyre atroce des populations civiles yougoslaves n'est pas près de s'arrêter.

Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons de la poursuite de plus en plus absurde, monstrueuse et irrationnelle de ce conflit destructeur. Si aucun cessez-le-feu n'a été respecté, si aucune "conférence de la paix" à La Haye n'a pu déboucher sur un compromis, c'est pour une bonne part parce que chacune des grandes puissances a eu des bonnes raisons de refuser que ne s'instaure une situation contredisant ses propres intérêts impérialistes.

Les récentes tractations au lendemain de Maastricht n'ont fait que confirmer cette sordide réalité. Leurs résultats, que ce soit sur le plan militaire avec la vague proposition d'envoi de casques bleus, ou sur le plan diplomatique avec l'accord fraîchement adopté sur le "principe" d'une reconnaissance de l'indépendance des républiques de l'ancienne fédération, ne font qu'annoncer une fuite en avant dans la guerre.

Après s'être refusées à envoyer un corps expéditionnaire "européen", désiré à l'époque par l'Allemagne (soutenue un temps par la France) à un moment où il aurait pu servir à limiter les ambitions serbes, les puissances européennes, maintenant que la Serbie occupe une bonne partie du territoire croate, se disent aujourd'hui prêtes à accepter l'envoi de forces d'interposition sous contrôle de l'ONU (les fameux casques bleus), c'est-à-dire sous contrôle américain. Mais, pas plus que la proposition franco-allemande du mois d'octobre, ce projet "d'interposition armée" n'est animé par des préoccupations pacifistes ou "humanitaires". S'il se réalise (en vérité les USA ne sont visiblement pas pressés), il n'aura d'autre but que de tenter, en s'interposant sur les zones de conflit au coeur de la Croatie, de créer un statu quo désormais plus favorable à la Serbie, et ce contre les ambi-

tions allemandes. Mais il est même plus que probable que les USA cherchent encore à gagner du temps. C'est ainsi que tout en qualifiant d'"outrageux" et "inexcusable" le bombardement du port de Dubrovnik, le représentant de l'ONU, Cyrus Vance (ancien grand commis de l'Etat américain), continuait d'expliquer que "les conditions nécessaires pour le déploiement des casques bleus ne sont toujours pas réunies" et qu'il ne pourra avoir lieu que si le cessez-le-feu est respecté. Autrement dit, continuez à vous entre-massacrer, continuez à bombarder et à semer la mort "outrageusement" et "inexcusablement", nous continuerons à compter les points ! Voilà pour les initiatives militaires.

Quant aux initiatives diplomatiques, ce n'est pas moins sordide. Personne n'ignore que les USA et les autres freinent des quatre fers devant toute reconnaissance des indépendances croate et slovène, tandis que l'Allemagne fait le pressing pour obtenir une telle reconnaissance et se déclare même prête à les reconnaître unilatéralement. Là encore, l'"accord de principe" du 17 décembre entre pays européens promettant la reconnaissance pour le 15 janvier (voir notre article sur le sommet de Maastricht dans ce numéro), au-delà des phrases creuses sur la "paix" et sur le "droit des peuples", ne visait rien d'autre que chercher à gagner du temps contre les prétentions de Bonn et en particulier de tenter d'empêcher cette dernière de mener sa propre politique. De toute façon, là encore, quel que soit le gagnant de cette "course de vitesse", que les républiques sécessionnistes obtiennent ou non la "reconnaissance" de la "communauté internationale", ce n'est pas cela qui empêchera la guerre de continuer à faire rage et même de s'étendre aux autres républiques, comme la Bosnie-Herzégovine, où les conflits entre cliques nationalistes n'en seront que plus exacerbés.

Dans cette situation, les initiatives "humanitaires" de tous ces bourgeois démocrates, qui font semblant de s'émouvoir devant la poursuite des massacres, sont d'autant plus sordides et répugnantes. Avec l'hypocrisie qui les caractérise, cette bande de gangsters s'offrent, comme d'habitude, à panser les plaies qu'ils ont eux-mêmes ouvertes.

La Yougoslavie est en train de devenir un champ de ruines, les populations civiles vivent depuis des semaines sous une pluie de bombes qui ne cesse de s'intensifier, sans parler des guérillas incessantes qui ensanglantent les villages. Mais un M. Kouchner est là avec son "corridor humanitaire" où sont à pied d'oeuvre le fameux navire hôpital "La Rance" et le navire de guerre "Cap Afrique", celui-là même qui, pendant la guerre du Golfe, acheminait des armements vers l'Arabie Saoudite. Et il nous explique, la main sur le coeur, que, face à l'impossibilité d'"arrêter les belligérants par le haut", son "corridor" vise à créer des "îlots de paix" au milieu des bombes ! Il serait "un élément de dissuasion psychologique contre les actions violentes à l'encontre des populations civiles" ! Et cet intrépide professionnel des "grandes causes" est même prêt à organiser un grand "concert pour la paix" au milieu des décombres de Dubrovnik, où, bien-sûr, serait invité tout le gratin des personnalités internationales "morales et religieuses" susceptibles de donner du crédit à cette dérision. Il y aurait de quoi rire, si on ne savait que, pendant un mois de présence de "La Rance" et du "Cap Afrique" au large de Dubrovnik, les bombardements sur la ville n'ont pas cessé un seul jour et que la population continue d'y crever lentement et sûrement au milieu des ruines.

En vérité, tout ce battage "humanitaire", non seulement ne soulagera pas les souffrances des victimes de ce bain de sang, non seulement ne gêne en rien la continuation du gigantesque et sanglant règlement de comptes qui se joue en Yougoslavie, mais ne vise encore qu'un seul but : tenter de masquer la responsabilité des grandes puissances dans cette horreur sans nom.

PE

SUITE DE L'EDITORIAL

des nationalismes. Et les "grands" sont non seulement impuissants face au pourrissement de cette situation, mais attendent de plus le feu par les rivalités impérialistes grandissantes qui existent entre eux autour de ce pays.

En cette fin d'année, la décomposition du capitalisme mondial vient de connaître, à travers la disparition de l'URSS et de son Etat, une accélération vertigineuse. Cette dislocation du plus grand Etat du monde, non seulement n'empêche pas ce "pays" de continuer à se décomposer, mais révèle surtout des tensions gigantesques entre les différentes parties qui constituaient l'union défunte. Les risques de conflagration, où les armes nucléaires, aujourd'hui dispersées et incontrôlées, peuvent être utilisées, représentent à l'heure actuelle un danger majeur pour le monde entier et en premier lieu pour les pays d'Europe occidentale. Voilà pourquoi, à l'usage de Bush qui a dépêché Baker auprès d'Eltsine et des ses acolytes, les "grands" Occidentaux se démènent avec angoisse pour chercher à trouver une solution à cette situation de plus en plus inextricable.

Face à ce chaos dans lequel s'enfoncent chaque jour un peu plus la planète, les pays capitalistes les plus avancés veulent se présenter comme des îlots de stabilité garants de l'ordre mondial. En particulier, l'Etat le plus puissant de la terre, les USA, s'il met à profit son énorme supériorité militaire sur tous les autres pour revendiquer le rôle de gendarme du monde, comme on vient de le voir avec les conférences de Madrid et de Washington sur le Moyen-Orient, ne peut rien contre l'aggravation inexorable de la crise économique qui se trouve à l'origine de toutes les convulsions qui secouent la planète.

En ce début d'année 1992, contrairement à ce que dit la bourgeoisie, à ses belles paroles sur son système, à ses mensonges rassurants sur l'avenir, l'horreur va déferler partout et

en particulier à l'Est, et la récession économique va frapper plus violemment que jamais les grandes métropoles capitalistes.

C'est un seul et même système qui est responsable de l'une et de l'autre.

Cette barbarie du monde d'aujourd'hui met en relief l'énorme responsabilité qui repose sur les épaules du prolétariat mondial, en particulier sur ses bataillons d'Europe occidentale.

Il n'a pas d'autre choix que de reprendre et développer son combat contre la bourgeoisie et son système. Il lui est nécessaire pour cela de retrouver la confiance en ses propres forces, qui sont immenses, d'abord en déjouant les manoeuvres des syndicats qui visent aujourd'hui - à travers le lancement de luttes prématurées et isolées - à stériliser voire annihiler ses capacités de riposte contre les attaques économiques qui s'abattent sur lui, mais aussi en rejetant toute cette campagne gigantesque orchestrée par la bourgeoisie depuis deux ans, autour de l'effondrement du stalinisme.

Cette campagne ne cherche qu'à éloigner définitivement la classe ouvrière de sa propre perspective révolutionnaire - notamment en traînant dans la boue son expérience inestimable d'Octobre 1917 - et à la soumettre complètement au capitalisme, que la bourgeoisie a le front de présenter comme le seul système possible et viable.

Encore plus que 1991, l'année 1992 va révéler la réalité monstrueuse de ce système. Sa décomposition ne peut que s'accélérer et mettre en danger ou décimer des populations de plus en plus larges. Au bout de ce processus, si rien ne l'arrête, c'est la destruction de l'humanité toute entière dont il est question. Il faut abattre ce monstre. La classe ouvrière en est capable et elle est la seule à pouvoir le faire.

JE

URSS

C'est un Etat capitaliste qui vole en éclats

(SUITE DE LA PAGE 1)

bler, et ce d'autant moins que les Etats de l'Ouest, rongés par le cancer de l'endettement, se trouvent dans l'incapacité de prêter les sommes nécessaires. En outre, concernant la possibilité pour ces Etats d'exporter sur le marché mondial des produits manufacturés ou des matières premières, cela s'avère très difficile dans la mesure où leurs appareils productifs sont totalement obsolètes, non compétitifs. La planète entière croule déjà sous la surproduction généralisée. Le seul avenir que peut offrir le capitalisme pourrissant aux populations de cette région du monde, c'est une insupportable misère, probablement même la famine dès cet hiver.

Mais ce que la situation recèle de plus grave encore, c'est que le démantèlement de l'URSS va alimenter nombre de tensions entre les Etats nouvellement créés. Un exemple, le différent qui oppose l'Ukraine et la Russie à propos de la Crimée. Cette région a été en 1954 rattachée à la république ukrainienne. Bien qu'elle soit peuplée en grande majorité de Russes, l'Ukrainien Kravtchouk compte bien ne pas la céder à la Russie qui, elle, espère en revanche très fort la récupérer. D'ailleurs, Eltsine a prévenu qu'il se considèrerait comme le "protecteur" des 26 millions de Russes vivant hors de la Russie et qu'il faudrait revoir la question des frontières de cette république avec certaines autres. On peut se faire une idée de ce qui attend l'ensemble du territoire de l'ex-URSS. C'est un discours qu'on a entendu il y a peu de temps dans la bouche du dirigeant serbe Milosevic : en voyant la situation actuelle en Yougoslavie, on comprend aisément quelle sinistre réalité il peut annoncer pour demain à une échelle bien plus vaste.

Ce qui constitue également un facteur aggravant, ce sont les tensions qui se manifestent sur la question du contrôle des armes nucléaires. L'Ukraine, qui dispose d'un potentiel nucléaire supérieur à ceux de la France et de la Grande-Bretagne réunis, n'est pas prête à s'en dessaisir au profit de la Russie. Idem en ce qui concerne le Kazakhstan, qui conteste ouvertement la prétention de la Russie à avoir seule la main sur l'armement nucléaire. Aiguës par la catastrophe économique, les rivalités impérialistes ne vont pas manquer de s'exacerber. Et c'est bien ce qui inquiète l'ensemble de la bourgeoisie occidentale. Ce qui l'agite actuellement, c'est la peur que le chaos interne ne puisse être contenu.

UNE POUDRIERE ATOMIQUE QUI MENACE TOUTE LA PLANETE

Le récent voyage de James Baker à Moscou visait principalement à obtenir de la part des pays signataires de l'accord de Brest-Litovsk une discipline minimum quant au contrôle de l'arme atomique. C'est pourquoi, jusqu'au bout, les Etats-Unis et l'ensemble de la bourgeoisie internationale ont soutenu à fond Gorbatchev. Lui seul incarnait encore un semblant de centralisation vis-à-vis de cet épineux problème. Jusqu'à l'éclatement définitif de l'Union, conscients du danger de dissémination nucléaire, Bush et Gorbatchev se sont engagés à réduire massivement ces armements. L'échec est pourtant total. Force est de constater qu'ils n'ont guère de prise sur la situation : le chaos les a rattrapés.

A l'Est, il n'y a donc plus une seule puissance nucléaire mais au moins quatre, ce qui multiplie d'autant les risques de dérapage. D'ailleurs, au dire de la bourgeoisie elle-même, il y aurait déjà des cas manifestes de marchandages de la technologie atomique. Certaines républiques sur lesquelles étaient déployés des armements nucléaires tactiques, c'est-à-dire des missiles à courte portée, depuis des pièces d'artillerie atomiques jusqu'au simple bazooka, n'auraient pas hésité à en faire commerce avec quelque Etat du Tiers-Monde. Précisons également que, le plus souvent, ces armes risquent d'être livrées avec les techniciens qui savent les faire fonctionner. Eh oui ! des dizaines de milliers d'ingénieurs atomistes, au chômage ou payés avec un lance-pierres, iront sans doute vendre leur "savoir-faire" à l'étranger. Pour ces émigrés-là, les pays d'accueil ne manquent pas.

Dans le même registre, puisque, aujourd'hui, on peut faire tenir la puissance de destruction d'Hiroshima dans un attaché-case, toute forme de chantage terroriste est à l'ordre du jour.

Enfin, la perspective de développement des affrontements nationalistes via l'utilisation de telles armes rend tout à fait plausible l'arrivée, tout particulièrement en Europe de l'Ouest, de millions de réfugiés fuyant l'horreur. L'exemple yougoslave, en miniature, certes, est là pour le prouver. Ainsi, l'unité affichée de la bourgeoisie occidentale face à la disparition de l'URSS est à la mesure des craintes que cela lui inspire.

Mais quoi qu'il en soit, toutes les tentatives pour essayer de limiter le développement du chaos sont à termes vouées à l'échec, car la bourgeoisie est incapable d'aller à l'encontre du processus de décomposition qui affecte son mode de production. La situation en Yougoslavie n'est pas un cas particulier, elle montre son avenir à l'ex-URSS, et en fin de compte à la planète entière, si ce mode d'organisation sociale suicidaire n'est pas détruit, si la classe ouvrière ne met pas un terme à l'agonie du système capitaliste.

Greg
(21.12.91)

Lisez
notre brochure
(disponible
sur commande)

CORRIANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

brochure n°2

NATION



ou CLASSE ?



Sommet de Maastricht L'UNITE EUROPEENNE, C'EST LE CHACUN POUR SOI

■ Le fameux et tant attendu sommet de Maastricht, consacrant une "nouvelle étape vers l'unité européenne" s'est tenu. Et comme de bien entendu, il a donné lieu à de grandes célébrations médiatiques. Major est acclamé par les siens, Kohl est présenté comme le vainqueur (puisque c'est une "Europe allemande" qui sort de la conférence), Mitterrand, pour sa part interrogé à 7 sur 7, se félicite lui-même (on n'est jamais aussi bien servi...). Au dire de la plupart des médias, c'est une étape "historique", une relance "sans précédent" de ce grand projet "généreux" qu'est la construction d'une Europe "unie".

La réalité est beaucoup moins rose.

CONTRE LA CLASSE OUVRIERE, LA BOURGEOISIE EST TOUJOURS UNIE

Pour la classe ouvrière, il n'y a pas d'illusions à se faire. Chaque fois que les bourgeois s'entendent entre eux, on peut être sûr que, d'une façon ou de l'autre, c'est sur le dos des ouvriers. En l'occurrence, c'est au nom de l'Europe qu'ont été menées la plupart des attaques les plus violentes contre le prolétariat au cours de ces vingt dernières années. Souvenons-nous, par exemple, des dizaines de milliers de licenciements dans la sidérurgie à la fin des années 70 - en Grande-Bretagne et en France, notamment avec Longwy et Denain - appliqués au nom des "décisions de Bruxelles". Demain, malgré tous les bavardages de Mitterrand sur l'"Europe sociale" (et grâce aussi à ces bavardages) et sur la nécessité de ne pas niveler "par le bas" les régimes de protection sociale, ce sont des attaques encore plus violentes qui attendent la classe ouvrière, au nom de la "solidarité européenne".

De plus, s'il est un secteur où la coopération entre les différents Etats européens "baigne dans l'huile" (et depuis un moment déjà), c'est bien celui de la répression, du poids croissant de l'Etat policier sur la société, et particulièrement sur la partie de celle-ci qui représente la plus grande menace pour l'ordre bourgeois, la classe ouvrière. Là-dessus, plus de six mois avant Maastricht, les accords de Schengen avaient annoncé la couleur avec la mise en place d'une coopération totale et sans faille sur le flitage des immigrés et des "agitateurs" - entendre les ouvriers les plus combatifs et les révolutionnaires - et avec l'impossibilité désormais pour ces derniers de chercher refuge dans un autre pays - comme ils le faisaient par le passé - lorsqu'ils seront poursuivis par la "justice" bourgeoise.

LIVREE A ELLE-MEME, C'EST UN PANIER DE CRABES

Mais pour la bourgeoisie non plus, la réalité n'a pas grand-chose à voir avec les discours "émus" sur cette "unification" du Vieux Continent, censée balayer à jamais le souvenir des deux holocaustes impérialistes qui l'avaient déchiré et ravagé. En particulier, contrairement au grand mythe d'une Europe occidentale balayant les frontières et oubliant ses divisions, tandis qu'à l'Est, des nations et des empires entiers éclatent en mille morceaux, il n'y a pas aujourd'hui, et il n'y a jamais eu, de réelle possibilité de constitution d'une véritable unité qui transcende les intérêts contradictoires des différentes bourgeoisies nationales.

(1) La Grande-Bretagne a d'autant plus avantage à opter pour la protection américaine que sa position géographique, avec un immense océan

"Nous voulons une nouvelle fédération de républiques soviétiques, basée sur la confiance et la coopération, comme la communauté européenne".



(d'après le "Herald Tribune" du 5.9.91)

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE



Si, à une époque où la division du monde en deux blocs impérialistes lui conférait une relative stabilité et où la CEE n'était que l'instrument du bloc occidental face à son rival russe, l'Europe avait encore une certaine "réalité", par contre, aujourd'hui, les raisons qui contraignent les Etats d'Europe occidentale à "marcher ensemble" ont volé en éclats. C'est bien pourquoi, contrairement à tout le battage actuel sur la marche en avant vers une Europe "plus unie que jamais", c'est plutôt à l'éclatement, à la fin de la belle solidarité d'antan, qu'on assiste, et le sommet de Maastricht n'a fait que le révéler au grand jour :

. Avec la position de la Grande-Bretagne, d'abord, ce "mauvais élève de la classe", dont la conduite est dictée par son alliance privilégiée avec les Etats-Unis, lesquels ne sont pas intéressés à une Europe trop forte qui pourrait, un jour, faire bande à part et s'opposer à eux. De son côté, la Grande-Bretagne préfère de loin jouer le rôle de tête de pont pour le compte des USA (et de sous-marin de ces derniers dans la "communauté" européenne) (1) plutôt que se soumettre à une Europe renforcée qui la placerait dans l'ombre de la puissance économique allemande.

. Avec une Allemagne qui, de son côté, est intéressée à un renforcement de l'Europe, pour les raisons inverses, c'est-à-dire qu'elle compte bien trouver, dans un tel renforcement, les moyens de s'affirmer comme puissance impérialiste de premier plan, à la mesure de son envergure économique, et capable à terme de tenir tête à l'hégémonie américaine. Même si elle est prête, au besoin, à s'asseoir allègrement sur les accords intereuropéens lorsque ceux-ci s'opposent par trop à ses propres intérêts de grande puissance, comme le montre sa politique toute "personnelle" vis-à-vis de la Yougoslavie.

(SUITE PAGE 4)

le séparant de son puissant allié, lui évite, contrairement par exemple au Canada, de se retrouver totalement colonisée.

TOGO L'Etat français continue de défendre ses intérêts impérialistes

■ Fin novembre intervenait le deuxième putsch de l'année au Togo, petit pays africain de 3,5 millions d'habitants ; le précédent datant du mois d'août. Dans les deux cas, ce sont les Forces Armées Togolaises (FAT) qui sortent de leurs casernes pour soutenir le président Eyadema contre le nouvel homme fort du pays, Koffigoh, promu Premier ministre au mois d'août dernier par une "Conférence Nationale" destinée à donner une légitimité à cette nomination. Il s'avère en effet que le président Eyadema, qui est aussi général d'une armée togolaise dont le commandement est assuré pour l'essentiel par des cadres de l'armée française, est passablement usé politiquement par vingt-huit ans de bons et loyaux services rendus à la France. Situation qui, avec l'enfoncement accéléré du pays dans le marasme économique, oblige le tuteur français à tenter de promouvoir une alternance politique "plus crédible", plus "démocratique". Rôle dévolu à maître Kokou Koffigoh, inscrit au barreau de Poitiers en 76 et ex-président de la ligue togolaise des droits de l'homme !

Bien que se déroulant actuellement au Togo, ces soubresauts relèvent en fait d'une situation dramatiquement banale pour l'immense continent africain et ses 500 millions d'habitants : un continent en pleine décomposition qui n'en finit pas de s'enfoncer dans la misère avec son lot de convulsions politiques et sociales. Aujourd'hui le Togo, hier les émeutes de la faim de populations accablées et désespérées en Côte-d'Ivoire et au Gabon... Autant de pays qui, il y a peu de temps, pouvaient encore donner l'illusion d'une relative stabilité sous la houlette de la bourgeoisie française.

Il faut dire que la crise du système capitaliste mondial qui frappe fortement et durablement les pays économiquement les plus développés ravage d'autant plus des pays qui le sont faiblement, tels que le Togo. C'est ainsi que le quatrième "plan d'ajustement structurel" imposé à ce pays par le Fonds Monétaire International n'a fait que pressurer un peu plus une population qui, depuis lors, ne connaît même plus l'"autosuffisance alimentaire", autrement dit rencontre un peu plus la famine. Face à cela, que proposent les bourgeois occidentales, au premier rang desquelles la France ? Rien, si ce n'est la mise en avant d'un bla-bla démocratique. "Démocratie ! démocratie !" : c'est le sens des propos tenus par Mitterrand à l'occasion du récent sommet franco-africain

de La Baule. Cynique réponse idéologique qui, outre le fait qu'elle n'a jamais donné ni à manger ni à travailler à quiconque - et la situation de la classe ouvrière des pays de l'ex-bloc de l'Est aujourd'hui est à cet égard édifiante -, n'est qu'un leurre destiné à tromper les populations sur d'hypothétiques améliorations de la situation qui accompagneraient le fait de choisir de "bons" dirigeants.

Il est notable également que la très démocratique bourgeoisie française n'est pas restée sans réponse face à la situation de désordre politique créée dans ce petit pays. En moins de quarante-huit heures, sous prétexte de défense des 3000 ressortissants français vivant au Togo, 300 militaires ont été acheminés au Bénin, prêts à intervenir pour préserver les mesquins intérêts économiques que possède la France dans l'Etat voisin, comme l'exploitation des phosphates, principale richesse minière togolaise. Mais, plus important encore, il s'agit pour la bourgeoisie française de marquer son territoire impérialiste, surtout dans sa zone d'influence traditionnelle. C'est un problème de crédibilité politique vis-à-vis d'autres pays africains autrement plus importants. Et si, au-delà de ses stricts intérêts immédiats, rester sans réaction reviendrait pour la bourgeoisie française à abdiquer et à céder la place à d'autres vautours impérialistes toujours prêts à fondre sur de nouvelles proies, il ne s'agit pas non plus pour elle de se lancer inutilement à l'aventure. C'est l'attitude que la bourgeoisie française a adoptée dans le cas du Togo, en limitant l'intervention de ses troupes à la défense de son ambassade à Lomé.

La France a fait ainsi valoir ses intérêts impérialistes au Togo, comme elle les a fait valoir plus largement au Tchad, ou plus récemment au Zaïre ou à Djibouti en dépêchant à chaque fois ses forces armées.

Les événements récents au Togo viennent une fois de plus nous montrer le cynisme et la barbarie de la bourgeoisie mondiale, qui laisse crever les populations de maladies, de misère et de famine mais qui n'hésite jamais à faire valoir ses sordides intérêts impérialistes à coups d'expéditions militaires. C'est en fait le seul avenir qu'elle soit en mesure de proposer aujourd'hui aux pays du "Tiers-Monde".

CONFERENCE DE WASHINGTON

Bush impose son "ordre" au Moyen-Orient

■ Les négociations de "paix" israélo-arabes qui se déroulent à Washington depuis le mois de décembre, faisant suite à la conférence de Madrid, montrent la puissance de la pression que les Etats-Unis imposent aux pays du Moyen-Orient, et leur capacité à faire accepter leur diktat dans cette région, vis-à-vis des autres pays développés comme de l'ensemble du monde (voir "RI" n° 207). Derrière les attermoissements et les tergiversations dans un cycle de propositions et de contre-propositions qui reculent sans cesse les véritables négociations, il est certain que Bush contrôle la situation.

Il la contrôle si bien que les autres Etats développés, en particulier les pays européens de l'Ouest, en sont réduits à regarder de loin le big boss oeuvrer chez lui cette fois-ci, pour asseoir sa domination dans la zone moyen-orientale.

En effet, alors que ceux-ci avaient eu droit quand même à un petit strapontin d'"observateurs muets" à la conférence de Madrid, en novembre, ce sont à présent les seuls Etats-Unis qui mènent le jeu de cette conférence de Washington. Et les bourgeoisies européennes restent d'ailleurs toujours aussi muettes, engluées qu'elles sont dans leur impuissance à jouer un quelconque rôle face aux événements de l'Est, empêtrées dans leurs propres oppositions, et incapables de faire valoir leurs intérêts impérialistes face à la puissance américaine.

Il ne faudrait cependant pas se faire d'illusions sur les chances de voir la "paix" sortir de cette énième conférence, même si la poigne américaine permet en ce moment de mettre en sourdine sur le terrain les tensions israélo-syriennes ou israélo-palestiniennes. Et ce n'est pas parce que ce sont les Etats-Unis qui régissent tout cela à eux seuls que nous allons vers un "mieux" au Moyen-Orient : la guerre du Golfe de l'an dernier, au nom de la "paix" dans le monde et du "nouvel ordre mondial", sous l'égide du patron américain, avec son cortège de massacres, nous a édifiés une fois de plus sur la "bonne volonté" capitaliste. Et c'est d'ailleurs grâce à cette démonstration meurtrière d'une puissance militaire inégalée, et à l'absence de son ex-rival russe, que la bourgeoisie américaine peut aujourd'hui réunir l'Etat hébreu, la Syrie et l'OLP dans une même conférence, contraignant les uns et les autres à rentrer dans le rang, et à accepter ces négociations.

A travers la guerre du Golfe, les Etats-Unis ont ainsi montré à Israël qu'ils pouvaient non seulement se passer de lui, mais qu'ils pouvaient aussi lui couper les vivres - ainsi que son parapluie militaire - et, pour mieux faire sentir la menace, Bush s'est empressé de rapatrier les missiles Patriot, dès le lendemain de la guerre du Golfe. Cependant, il n'en reste pas moins vrai que la bourgeoisie américaine ne peut se défaire de cet allié de toujours, le mieux armé, et qu'il reste de toute façon son "préféré", celui dont elle peut avoir encore besoin. C'est pour cela que Washington a fermé les yeux pudiquement, en pléines négociations, sur l'accélération de la politique de "confiscation" des terres que mène Israël depuis plusieurs mois. On a donc vu le gouvernement israélien, pressé par les vagues d'immigrants des pays de l'Est, approuver et appuyer, deux jours avant la reprise des négociations, et la veille du quatrième anniversaire de l'Intifada, l'installation de 200 colons dans un quartier arabe de Jérusalem. Shamir et ses ministres prévoient encore de faire passer les 12 000 colons de Golan à 18 000 en 1992, de doubler les 100 000 colons de Transjordanie... L'Etat d'Israël a ainsi "confisqué" 80 km de Terras.

Bien que le porte-parole du département américain ait fini par lancer un avertissement à l'Etat hébreu, l'exhortant à "démontrer son engagement en faveur de la paix (...) en restaurant l'harmonie à Jérusalem", cela n'empêche pas le gouvernement israélien de continuer ses opérations "coups de poing de nettoyage".

De leur côté, si la Syrie et l'OLP sont contraintes de se plier aux exigences américaines avec la disparition de leur appui russe, depuis la guerre du Golfe (et avec l'aide des subsides saoudiens), leurs velléités impérialistes et guerrières ne peuvent de toute façon que continuer à s'exprimer, même d'une manière plus larvée, à travers l'Intifada ou la question des otages. Quoi qu'il en soit, les sources de tensions ne seront jamais effacées entre Arabes et Israéliens, pas plus qu'entre Arabes eux-mêmes, comme l'invasion du Koweït et précédemment la guerre irano-irakienne l'ont montré. Aussi, le simulacre de négociations pacifistes qu'on nous sert ne contient que toujours plus de tensions guerrières et de nouveaux massacres en perspective, que ce soit de la part des protagonistes des "négociations", ou de celle des Etats-Unis faisant prévaloir leur suprématie de gendarme du monde.

Il ressort de tout cela que l'avenir n'est pas à un quelconque règlement des conflits, encore moins à une pacification de la région. Le chaos et la décomposition, la guerre à outrance, l'explosion de bandes armées rivales telle qu'on le voit en Afghanistan, la famine et la misère généralisées qui s'y développent comme en Irak encore, sont un avant-goût de ce qui attend d'autres pays de la région. Les rivalités entre pays, d'une part, et entre cliques et bandes armées, d'autre part, vont s'exacerber inéluctablement, sur la base du chaos hérité de quarante ans de guerres impérialistes, où les Etats-Unis, avec l'ex-URSS, ont tenu une place prépondérante. Alors comment croire que ceux-là mêmes qui ont trempé, et trempent jusqu'au cou, dans l'horreur où baigne cette région pourraient tout à coup y faire la "paix" ? Bien au contraire, c'est par la force et par un renforcement de la pression guerrière, et par des interventions militaires type guerre du Golfe, qu'ils ne peuvent que continuer à maintenir l'"ordre", leur "ordre mondial".

PPR

SOMMET DE MAASTRICHT

(SUITE DE LA PAGE 3)

Avec la France enfin, qui joue à la "plus européenne", pour deux raisons essentielles et contradictoires : d'un côté, comme toute puissance de second plan depuis que le carcan des blocs a explosé, elle rêve de s'émanciper du poids de la surpuissance américaine, et pour cela, elle a besoin d'alliés. Cela la pousse à rechercher plus particulièrement l'alliance de l'Allemagne, à travers des projets comme le corps d'armée franco-allemand. De l'autre, elle espère trouver dans le renforcement de la CEE les moyens de garantir un contrôle communautaire capable de "brider" les ambitions allemandes et d'empêcher l'Etat d'outre-Rhin de prendre trop de puissance. Malgré une certaine convergence d'intérêts entre ces deux pays dans l'opposition aux Etats-Unis, on est loin de la confiance totale (la France a été envahie trois fois en moins d'un siècle par son imposant voisin). Le clivage s'est particulièrement illustré avec la question de la Yougoslavie : la France, qui - avec les USA et la Grande-Bretagne - a une flotte en Méditerranée, ne tient pas du tout à ce que l'Allemagne réussisse, grâce à sa politique de soutien à la sécession croate, à se faire elle aussi une place dans cette zone stratégique de première importance. Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons de la politique d'essui-glace de la diplomatie méditerranéenne dans la crise yougoslave.

Les décisions prises à Maastricht ne contredisent absolument pas la réalité de ces divisions. En particulier, la fameuse monnaie unique, présentée comme l'avancée la plus spectaculaire de ce sommet et comme la preuve irréfutable que l'Europe est en marche, n'empêche pas et n'empêchera pas les antagonismes économiques, diplomatiques et militaires de se déchaîner. La plupart des pays d'Afrique occidentale, par exemple, ont la même monnaie (le franc CFA), cela ne leur confère pas pour autant une unité sur quelque plan que ce soit. Le dollar lui-même n'est-il pas devenu, pour beaucoup de pays, la véritable monnaie (donc unique) : cela ne dissuade pas ces pays de se livrer à la guerre économique (ou à la guerre tout court). D'ailleurs, y compris sur cette question, il n'y a pas eu de véritable unité à Maastricht, puisque la Grande-Bretagne (qui veut préserver sa zone sterling) a refusé de marcher avec les autres.

Mais même lorsqu'il y a eu accord, il contient de futurs conflits. C'est le cas pour l'Europe diplomatique et militaire (terrain par excellence où s'exprime ou non l'unité d'une entité territoriale) : l'Union de l'Europe Occidentale devient effectivement l'instrument du Conseil européen, mais l'accord stipule que, dans ce domaine (en particulier pour une intervention militaire), il faudra qu'il y ait unanimité de tous les Etats. Il suffira qu'un seul d'entre eux (par exemple, au hasard, la Grande-Bretagne en accord avec les Etats-Unis) mette son veto pour que l'Europe diplomatique et militaire soit paralysée (comme on l'a vu déjà avec la question de l'envoi d'une force d'interposition européenne en Yougoslavie). En pratique, cela signifie qu'il ne pourra y avoir d'unité européenne efficace que pour ce qui arrange les Etats-Unis, sinon c'est la non-existence. Autrement dit, malgré les désirs de Mitterrand, on est bien loin de l'émancipation vis-à-vis des diktats américains. C'est d'ailleurs bien dans ce but, celui de pouvoir utiliser son veto, que la Grande-Bretagne a tenu à être présente dans les institutions politiques et diplomatiques.

DANS UN MONDE EN PROIE AU CHAOS, IL Y A MOINS QUE JAMAIS DE PLACE POUR UNE EUROPE UNIE

A quoi rime dans ces conditions toute cette campagne sur la mythique "unité européenne" ? A part servir de propagande idéologique et entretenir l'illusion sur un monde occidental "garant de la paix et de la stabilité" et outre les visées directement électoralistes des uns et des autres, elle recouvre cependant une toute petite réalité : celle de la volonté des "grands" d'afficher un minimum de solidarité pour faire face au chaos venu de l'Est, comme, d'ailleurs, ils le font déjà au sein de l'OTAN (voir, dans "RI" n° 207, l'article "Le nouvel ordre mondial" n'est que chaos et barbarie guerrière"). Et il est vrai que, tant sur la préoccupation de faire barrage au flot de réfugiés qui menace d'affluer vers l'Europe de l'Ouest que sur celle d'essayer de freiner les menaces apocalyptiques que fait peser l'éclatement de l'URSS, les protagonistes de Maastricht ont pour une fois parlé d'une seule voix.

Le chaos a eu beau passer encore à un cran supérieur ces derniers jours, cela n'a pourtant pas empêché, dès les lendemains du sommet de Maastricht, la bourgeoisie européenne de recommencer à s'entre-déchirer. C'est ainsi qu'en quelques jours, en même temps qu'on enterrait définitivement l'Etat soviétique, on a assisté :

- sur le plan diplomatique, à la reconnaissance par l'Allemagne de la Slovaquie et de la Croatie, sans attendre les partenaires de la CEE, qui avaient pourtant fait tant d'efforts pour gagner du temps sur cette question, et au grand dam de la France, qui n'a pas pu éviter que son "alliée" ne fasse bande à part ;

- sur le plan économique, à la décision unilatérale de l'Allemagne de monter ses taux d'intérêt (cela augure mal de la future "unité" monétaire) mais aussi à l'incapacité de s'unir face à la concurrence du Japon dans le domaine de la télévision haute définition.

Cela montre que la tendance au chaos et que le règne du "chacun pour soi" ne sont en rien l'apanage des pays de l'ex-bloc de l'Est ou du Tiers-Monde. La disparition de la division de la planète en deux blocs, en donnant le signal du déchaînement de la guerre de tous contre tous, place l'Europe elle-même au coeur des antagonismes impérialistes et rend déjà totalement illusoire toute idée d'une unité de l'ensemble des capitaux nationaux qui la composent. Plus encore, entre d'un côté la détermination des USA, et avec eux de leur allié britannique, de maintenir à tout prix leur suprématie sur le monde et de l'autre la montée en puissance de l'Allemagne, qui tend à se poser de plus en plus en rival des Etats-Unis, l'Europe ne peut que devenir l'enjeu ultime de cet affrontement. Et si le prolétariat n'intervient pas à temps pour mettre à bas par ses combats révolutionnaires ce système et sa logique meurtrière, ce continent risque, une nouvelle fois, de devenir le théâtre central d'un affrontement impérialiste généralisé qui signifierait alors la destruction de l'humanité.

USA, Allemagne, Japon...

LES PAYS "RICHES" PLONGENT DANS LA RECESSION

■ La planète entière est en train de plonger dans une débâcle économique sans issue. Affirmer, aujourd'hui, que la machine capitaliste ne pourra plus jamais repartir ne résulte pas d'une simple fiction théorique mais repose sur une réalité bien concrète qui se vérifie chaque jour.

Derrière les images aussi désespérées que désespérantes de l'horreur vécue par des millions d'êtres humains en URSS, acculés à la famine et menacés de surcroît de voir les prix des produits de première nécessité multipliés par 5, c'est toute la cruelle réalité d'un système économique en décomposition. Cela n'est pas un simple mauvais rêve ! Mais la bourgeoisie occidentale, les gouvernements des pays industrialisés, ont encore le cynisme d'exploiter cette effroyable réalité pour justifier leur politique économique. De la Grande-Bretagne aux USA, tous ravagés par une récession dont ils ne parviennent pas à se dépêtrer, les gouvernements nous abreuvant de déclarations sur la "fermeté de leur monnaie", sur l'absence d'inflation, offertes comme preuve d'une situation saine qu'ils prétendent parfaitement dominer.

Mais voilà, les colosses de l'industrie américaine s'effondrent les uns après les autres ; et après IBM, c'est aujourd'hui General Motors qui sombre sous le poids d'un déficit financier considérable (GM perdrait actuellement 81 millions de francs par jour dans ses activités automobiles). La réputation d'économie pilote des USA en a pris un sale coup. Le potentiel de ce qui a constitué pendant des décennies la première puissance économique mondiale, dominant de loin l'arène internationale après l'effondrement de son grand rival "soviétique", cette locomotive qui donne la perspective à toute l'économie mondiale, est à bout de souffle. Depuis plus de deux ans, l'économie des USA est plongée dans une récession dont elle n'arrive pas à sortir.

Les chiffres de la croissance industrielle ne parviennent pas à décoller du zéro fatidique, comme le souhaiteraient les économistes. Mois après mois, le taux de croissance, indicateur par excellence de l'état de santé de l'économie, doit être révisé à la baisse. Même quelques points de croissance gagnés ne suffisent plus à rassurer les entreprises, à inciter les industriels à investir : plusieurs mois successifs de croissance négative ont accumulé les difficultés, les profits sont en chute libre et des pertes énormes sont comptabilisées dans des secteurs déjà lourdement déficitaires.

Et même lorsque, par chance, les entreprises arrivent à décrocher quelques bénéfices, ceux-ci servent à rembourser les arriérés de dettes mais ne sont pas réinvestis dans la production. GM en est un exemple : malgré un chiffre d'affaires record de 123 milliards de dollars en 1988, la direction ferait trois nouvelles usines, n'hésitant pas à contourner un accord signé l'année précédente et dans lequel elle s'engageait à ne plus fermer de site de production sans la justification d'un chiffre d'affaires en baisse.

Pour les ouvriers, cette situation est déjà une tragédie. En un an, le nombre des chômeurs a augmenté de 30% aux USA, et concerne plus de 8,6 millions de personnes. Mais ce n'est pas fini. A la suite d'IBM qui prévoit de supprimer 20 000 emplois supplémentaires cette année (après les 20 000 de 1991), c'est maintenant General Motors qui annonce la suppression de 74 000 emplois d'ici à quatre ans (24 400 en 1992, 50 000 pour les deux années suivantes), et la fermeture de 21 usines. Cette purge sans précédent du géant américain, première entreprise mondiale il y a seulement quelques années, en dit long sur l'état désastreux de l'économie américaine et, par conséquent, sur l'état de l'économie mondiale.

UNE RELANCE SANS ISSUE

Aujourd'hui, les traditionnelles mesures de "relance" utilisées notamment lors des phases de récession depuis la fin des années 60 sont incapables de faire repartir la machine. Les baisses répétées du taux d'escompte des banques centrales pour favoriser le crédit et par conséquent donner un coup de pouce à la production n'atteignent pas leur objectif. Depuis deux ans, la Banque Fédérale américaine a fait baisser artificiellement et successivement dix-neuf fois son taux de base. Malgré cela, l'économie n'a jamais réellement répondu à

cette stimulation. Les facilités de crédit sont impuissantes à encourager les investissements et la consommation intérieure. Même les investissements étrangers aux USA ont chuté de 70% durant les premiers six mois de 1991 par rapport au même semestre de l'année précédente.

La situation est à ce point alarmante que les banques, elles-mêmes en proie à des difficultés énormes (voir article sur les faillites bancaires dans "RI" n° 206), se sont féroce-ment opposées à l'injonction qui leur a été faite par Bush de baisser les taux d'intérêt sur les cartes bancaires, tandis qu'elles deviennent toujours plus exigeantes pour accorder des crédits dont elles savent que les remboursements n'auront jamais lieu. De plus, la politique d'endettement généralisé de l'Etat, qui a prévalu pendant plus de vingt ans à un rythme effréné, se traduit aujourd'hui - et le capitalisme américain en est un exemple flagrant -, par une montagne de dettes qu'il est impossible de rembourser. Le déficit budgétaire des USA a atteint un record historique d'environ 400 milliards de dollars. Cet endettement massif constitue un passif insurmontable et, qui plus est aujourd'hui, totalement inefficace.

Car, contrairement à ce qui se produit dans des conditions de véritable expansion, le capital ne recourt pas aujourd'hui au crédit et à l'endettement pour accélérer un processus productif sain, mais pour retarder les échéances d'un processus productif embourbé dans la surproduction et le manque de débouchés solvables. Aujourd'hui, donc, ces traditionnelles mesures de "relance" sont usées et deviennent à leur tour facteur d'aggravation de la situation.

L'ALLEMAGNE ET LE JAPON DANS LA TOURMENTE

Alors que l'économie américaine continue à s'effondrer à une vitesse accélérée, c'est maintenant au tour des deux autres grandes puissances économiques du monde, l'Allemagne et le Japon, qui semblaient jusque-là à l'abri de la récession avec des taux de croissance confortables, de sombrer dans le marasme économique :

- L'Allemagne est "techniquement" entrée en récession. Les 2e et 3e trimestres de 1991 ont connu une croissance négative du PIB, malgré les investissements massifs dans l'EX-RTA qui tirent sa production. Menacée d'un nouveau ralentissement de l'économie dans les prochains mois, elle a dû s'engager à réduire son déficit public et à limiter fortement les salaires en 1992. Pour la première fois depuis soixante ans, d'importantes réductions d'effectifs ont été programmées dans l'industrie chimique, qui emploie 195 000 personnes. Dans ce domaine, pourtant, l'Allemagne était le leader mondial, considéré comme invulnérable.

- Au Japon, malgré un taux de croissance soutenu, l'horizon s'assombrit fortement. La consommation des ménages stagne, les investissements sont médiocres. Les bénéfices des entreprises ont chuté de 10% dans l'automobile, la sidérurgie et l'appareillage électrique. La vente de voitures neuves (exceptées les petites cylindrées) a diminué pour le septième mois consécutif.

Ce sont maintenant les pays les plus développés, dont ceux d'Europe occidentale, qui sont emportés dans la tourmente. Mais le pire est encore à venir car cette plongée dans la récession économique prend une ampleur démesurée et va connaître un développement sans précédent dans l'histoire du capitalisme.

Tous les discours de la bourgeoisie sur la bonne santé de son économie, sur la validité de l'économie de marché et sa prétendue éternelle jeunesse apparaissent comme des mensonges de la plus grossière espèce. Ils cherchent à tromper les ouvriers, qui sont les premiers à payer la crise au prix fort de conditions de vie sans cesse plus dégradées et toujours plus misérables. Aussi la classe ouvrière n'aura-t-elle d'autre choix que d'engager des ripostes massives à la hauteur des attaques brutales et massives que la bourgeoisie de tous les pays cherche à lui porter.

MO

BRESIL

La bourgeoisie organise les massacres d'enfants

■ Tous les jours, plusieurs enfants âgés de moins de 13 ans sont assassinés, tirés à vue dans les rues par des milices armées appelées "escadrons de la mort". Non, ce n'est pas le scénario d'un mauvais film de science-fiction sur une "société future déshumanisée", c'est la triste réalité, aujourd'hui, des villes brésiliennes. L'an dernier, ce sont près de 500 enfants (dont certains avaient moins de 5 ans !) qui ont été tués dans le seul Etat de Rio de Janeiro ; actuellement, les sordides moyennes des statistiques officielles donnent trois assassinats de mineurs par jour à Rio, Sao Paulo, Recife ou Bahia.

Si on connaissait déjà depuis longtemps l'existence de bandes d'enfants errants dans les grandes agglomérations latino-américaines, les plus médiatisées étant ceux de Bogota, en Colombie, néanmoins, jusqu'à présent, leur nombre ne nécessitait pas leur élimination par les nervis de la bourgeoisie. Car autant l'affirmer de suite, au Brésil - dont le cas, pourtant, ne fait certainement pas figure d'exception -, c'est bel et bien l'Etat qui est le complice, sinon l'instigateur, de pareilles battues. En effet, ces sinistres "escadrons de la mort" sont clairement identifiés : il s'agit le plus souvent de petits commerçants qui défendent leurs intérêts de boutiquiers mis à mal, il est vrai, par cette délinquance juvénile en augmentation, quand ce n'est pas, carrément, les flics municipaux qui font des heures supplémentaires. Ainsi, à Belo Horizonte, la "justice" locale organise des rafles qui ramassent dans les rues les mômes presque toujours des bambins comme la fourrière traque les chiens errants.

Et qui d'autre que le capitalisme et l'Etat, au Brésil comme partout ailleurs, sont responsables du développement de la misère et des crimes auxquels ils conduisent ? Personne. L'effroyable dénuement toujours plus grand auxquels

sont soumis les prolétaires et l'ensemble de la population brésilienne est le produit direct de l'enfoncement du capitalisme dans sa crise et sa décomposition. Bien sûr que ces gosses sont abandonnés par leurs parents, et pour cause, ces derniers ne parviennent même pas à se nourrir eux-mêmes ! Mais, non contente d'accueillir les ouvriers à de telles pratiques - abandonner ses enfants, cela ne se fait tout de même pas dans la joie et la bonne humeur -, la bourgeoisie utilise les grands moyens pour venir à bout de cette gangrène sociale qu'elle a elle-même provoquée. Elle élimine les enfants comme on dératise. Et ce n'est pas fini, le plus fort de la crise, là-bas, fait augurer le pire. Voilà la sordide réalité du capitalisme. Comble de cynisme, la bourgeoisie brésilienne, comme tant d'autres, est pourtant signataire de l'émouvante "charte des droits de l'enfant" élaborée sous l'égide de l'ONU. De telles pratiques sont particulièrement révélatrices du degré de pourrissement atteint par la société bourgeoise. Une société qui, faute de pouvoir nourrir ses enfants, les abat comme des chiens, n'est qu'une société en perdition, une société sans avenir. Plus que jamais demeure vrai ce qu'affirmait Rosa Luxemburg à l'aube de la décadence du capitalisme :

"Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse, voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité, qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment." ("La Crise de la social-démocratie".)

Adso

Face à la misère et à l'austérité capitalistes, PREPARONS UNE RIPOSTE UNIE

■ La bourgeoisie française se vantait, depuis quelques mois, d'être celle dont les résultats étaient les plus brillants concernant le taux d'intérêt, le taux d'inflation, et même le taux de croissance. En dehors du fait que les chiffres "officiels" sont toujours sujets à caution, en dehors du fait qu'au royaume des aveugles, les borgnes sont rois, il faut souligner que, malgré cette relative réussite, les conditions de vie de la population, et en particulier de la classe ouvrière, n'ont cessé de se détériorer, et la bourgeoisie n'a pas l'intention d'en rester là.

TOUJOURS PLUS DE PAUVRETE POUR LA CLASSE OUVRIERE

Les soupes populaires, version Coluche, ont réouvert leurs portes cette année, et les besoins auxquels elles prétendent répondre sont plus dramatiques encore que les années précédentes. La France compte quelque 576 000 RMistes, l'organisation Médecins du Monde a dû ouvrir une "mission France" pour donner des consultations gratuites aux démunis, et on voit de plus en plus de gens dormir dehors, alors que l'hiver est là. Voilà déjà un des aspects de la "réussite" de l'économie française.

Mais à tous ces miséreux viennent sans cesse s'en ajouter de nouveaux, et la source n'est pas près de se tarir. En effet, que l'on songe à la réalité des chiffres froids qui s'alignent quotidiennement dans les journaux, concernant les fermetures d'entreprises, les licenciements, etc.

De plus en plus, tous les secteurs, même les plus "pointus" (informatique, aéronautique...), s'écroulent et de nouvelles branches d'activité sont d'ores et déjà frappées par la récession : les prestations de services aux entreprises - publicité, interim -, l'immobilier, l'automobile et le bâtiment pour lequel on prévoit une croissance zéro en 1992.

- Essilor, premier groupe mondial de lunetterie, annonce 450 suppressions d'emplois pour 1992, après 800 en 1991. Dans le même secteur, Samp Solar se sépare des trois quarts de ses effectifs.

- Rhône-Poulenc, géant français de la chimie, licencie 820 personnes sur quatre sites, après qu'un plan précédent eut déjà supprimé plus de mille emplois cette année.

- Unimetal, filiale d'Usinor-Sacilor, un des grands de la sidérurgie, prévoit la fermeture de son usine de Caen pour 1994, avec 1300 pertes d'emplois à la clef.

- Renault, ex-fleuron de l'industrie française, n'en finit plus de faire des plans dits sociaux, avec pour résultat des milliers de licenciements (3746 de plus en 1992). Mais il y a cette fois une nouveauté. Si, en effet, le groupe a perdu quelque 37 000 emplois en huit ans, dont 4620 pour la seule année 1991, ces licenciements s'accompagnaient généralement de "plans sociaux", "reclassements", "retraites anticipées" et autres "départs volontaires". Cette fois, le plan, en plus de rogner sur ces "avantages", contient une clause qui ressemble fort à un marché de dupes et même à un chantage. Si un nombre "suffisant" d'ouvriers acceptent de travailler à mi-temps (pour un demi salaire, s'entend), le groupe promet d'embaucher. Quand on sait ce que vaut ce genre de promesses, qui, lors de chaque charrette de licenciements du passé, assurait que c'était pour en éviter d'autres à l'avenir, on ne se laisse plus prendre par elles. De plus, on imagine mal des ouvriers, dans les circonstances actuelles, se suffire d'un demi-salaire. Comme si c'était par plaisir que l'on allait bosser pour un salaire de misère.

L'automobile, secteur longtemps très "porteur", est en passe de subir un choc énorme, enregistrant déjà les plus fortes baisses d'immatriculation depuis sept ans. Celles-ci ont baissé de 5,6% en France en 1991, et les prévisions parlent de 12% de chute en 1992.

- Il faut évoquer aussi le secteur des médias, qui connaît de longue date une situation catastrophique. Disparition de titres, licenciements récents sur les deux chaînes "publiques" de la télévision, et aujourd'hui, de façon spectaculaire, liquidation par La 5 des deux tiers de ses collaborateurs. Etant donné le délabrement du secteur, ceux-là ont bien peu de chance de retrouver un emploi. Mais c'est le taux de "dégraissage" qui est ici significatif, plus que toutes les petites magouilles politiciennes que cela révèle.

- C'est dans les ports et docks aussi que les prévisions sont catastrophiques. Sur les 8400 docks français, peu sans doute auront encore un emploi dans les mois à venir. Et les sinagrées de la CGT, qui défend son monopole d'embauche

dans le secteur, n'y fera pas grand-chose, à part de provoquer des luttes corporatistes et sans perspectives.

- Dans des domaines comme la confection, le bâtiment, le petit commerce ou les services, partout tombe le couperet, partout, on ferme les entreprises et les ouvriers subissent la loi de la jungle du capital français aux abois.

- Le secteur public n'est pas en reste : le budget prévisionnel pour 1992 à la SNCF prévoit 4800 suppressions d'emplois et la direction a le culot de s'enorgueillir d'une amélioration de la situation sous prétexte qu'au cours des cinq années précédentes, il y en avait eu 8500 par an. Et ce même budget va jusqu'à proposer une augmentation des tarifs de 5,8% pour la banlieue parisienne (encore une fois, c'est la classe ouvrière qui va payer) et de 2,9% pour les grandes lignes.

Toutes ces centaines de milliers de travailleurs qui seront très bientôt jetés à la rue vont venir grossir l'armée de chômeurs déjà existante au point que la bourgeoisie elle-même prévoit un chiffre de 3 millions pour la mi-1992.

De tout cela, une première conclusion s'impose. Pour n'être pas nouvelle elle a le mérite aujourd'hui d'être éclatante. Si, pendant des années, on nous a fait le coup des mesures draconiennes destinées à sauver l'entreprise et donc d'autres emplois, le constat est aujourd'hui clair. Les licenciements d'aujourd'hui ont pour fonction de préparer ceux de demain.

Mais il y a une autre remarque d'importance à faire à ce niveau. C'est que la société capitaliste arrive au bout de l'impasse. Qu'aujourd'hui, tous les éléments se cumulent, que toute mesure, tout en produisant fort peu de résultats positifs, a immédiatement des effets négatifs en retour.

Ainsi, le fameux traitement social du chômage, qui consistait pour la plus grande part à donner quelques miettes aux gens que l'on foutait dehors, ce traitement tend à ne plus être possible. Quand les caisses de retraite sont vides, qu'il faut une nouvelle fois augmenter les cotisations ouvrières, avec quoi le gouvernement entend-il payer les pensions des licenciés qu'il rebaptise préretraités ? Quand les grandes entreprises ferment de plus en plus de sites, où comptent-elles reclasser les ouvriers "en surnombre" ? Quand le déficit de l'Etat est déjà abyssal, où prétend-on trouver des fonds pour les RMistes en nombre toujours croissant ?

Et il est difficile d'oublier l'attaque générale et quasi permanente que subit la classe ouvrière à travers la Sécurité Sociale. Le déficit chronique de cette dernière est une nouvelle fois motif au gouvernement pour s'attaquer au système de santé : après l'augmentation de 0,9% de la cotisation d'assurance maladie des actifs et la hausse de 50% du forfait hospitalier en juillet dernier, des réductions de remboursement de médicaments continuent d'intervenir régulièrement et même les échographies pour femmes enceintes seront limitées à une seule remboursée, au lieu de trois précédemment.

NON A LA MISERE QUI AU DEVELOPPEMENT DU COMBAT OUVRIER

Avec la récession économique qui s'installe aujourd'hui, avec les attaques anti-ouvrières que la bourgeoisie ne peut même plus cacher tant elles sont énormes et frontales, la classe ouvrière va devoir reprendre le chemin de ses luttes massives si elle ne veut pas que la classe dominante l'accable encore plus et encore plus rapidement. Pour cela, elle se doit de reconstituer ses forces et surtout de ne pas laisser les syndicats les lui dilapider dans des luttes isolées, démoralisantes et vouées à la défaite. Dans ce but, elle doit surtout tirer les leçons des "grandes luttes" de cet automne lancées et orchestrées par les syndicats, notamment dans les hôpitaux, chez les travailleurs sociaux et à Renault. A travers de telles "luttes", la fonction des syndicats est de lier les mains des ouvriers afin de permettre au gouvernement et au patronat de continuer à assener ses coups et même de les accentuer.

Les luttes que les ouvriers seront amenés à engager devront nécessairement rejeter ces serviteurs patentés du capital que sont les syndicats, et devront se prendre en charge et s'unifier au-delà des secteurs et des corporations, si elles veulent réellement faire reculer la bourgeoisie. C'est le seul moyen pour défendre les intérêts ouvriers, c'est le seul chemin qui permettra au prolétariat de développer son combat jusqu'à la remise en question radicale de la domination barbare de la bourgeoisie.

PJ

Fichier des opposants libanais

L'Etat démocratique dévoile son vrai visage

■ A Paris début décembre, des Libanais en exil révèlent, preuves à l'appui, qu'une liste détaillée établie par la police française sur 85 opposants au régime d'Elias Hraoui a été communiquée aux autorités du Liban. Ces personnes avaient été interpellées le 21 octobre dernier au cours d'une manifestation qui n'avait réuni que quelques dizaines de personnes, lors de la venue à Paris du président libanais. Bien évidemment, une fois cette liste parvenue à Beyrouth, la police de l'Etat local a lancé des mandats d'arrêt à l'encontre de ces opposants.

Face à la constitution, de toute évidence systématique, de fichiers et face à ces pratiques policières et répressives, on se souvient que, dernièrement, lors de la "redécouverte" du fichier sur les Juifs établi en 1940, qui, d'ailleurs, avait permis le moment venu leur extermination, la bourgeoisie française, "honteuse", nous avait expliqué les différences fondamentales entre le régime de Vichy et le régime "démocratique" dans lequel nous vivons. L'affaire des opposants libanais nous révèle, une fois encore, le vrai visage de l'Etat "démocratique". Ses pratiques de flicage et de fichage ne diffèrent en rien des méthodes de répression utilisées par n'importe quel Etat "totalitaire" car, ces méthodes, ce sont celles qu'utilise toute la bourgeoisie pour maintenir sa dictature de classe. Il n'y a rien d'étonnant à ce que le gouvernement français, aujourd'hui "démocratique" et "socialiste", se montre tout naturellement un fervent adepte de ces pratiques même s'il tente de s'en cacher par tous les moyens. Ainsi, pour sauver la face et redorer le blason de plus en plus terni de la démocratie bourgeoise et du PS, certaines des plus belles crapules de l'appareil politique, relayées par les médias, ont tenté fort hypocritement de jouer les vierges effarouchées en "dénonçant" ce fichage. Et pour essayer de mettre un terme à cette affaire, le très "socialiste" Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, nous a réécrit un scénario, autour du brigadier chef "étourdi", digne des plus mauvais films de série B.

Mais l'histoire n'est vraiment pas crédible et elle ne peut cacher cette autre réalité de la terreur bourgeoise : la complicité étroite qui unit toutes les bourgeoisies nationales en matière de répression et de maintien de l'ordre capitaliste. Dans le cas présent, il ne s'agit, bien sûr, que d'échanges de bons et loyaux services entre bourgeoisies nationales pour se protéger d'opposants inoffensifs car tout aussi bourgeois que les gouvernants. Mais si la bourgeoisie a mis en place un tel dispositif policier à l'échelle internationale, avec une étroite collaboration de tous les Etats, c'est, en réalité, pour pouvoir affronter, demain comme hier, son ennemi mortel : le prolétariat, dont les luttes sont seules capables de remettre radicalement en cause la dictature capitaliste mondiale. La classe dominante peaufine aujourd'hui ses armes et blinde un peu plus ses Etats pour parer à la riposte ouvrière que risque de provoquer le décuplement des attaques économiques. Comme elle l'a déjà montré dans l'histoire, quels que soient les régimes en place, la bourgeoisie mondiale sait s'unir face à la classe ouvrière et se donner les moyens de la réprimer dans le sang. Celle-ci ne doit avoir aucune illusion : l'Etat "démocratique" n'est que l'instrument le plus pernicieux de la dictature bourgeoise.

Elle n'a aucune confiance à lui accorder. Elle doit, au contraire, prendre conscience de sa sordide réalité afin de se préparer à le affronter dans tous les pays.

LN

Quelques librairies où l'on peut trouver la presse du CCI

- ANGERS : "Contact", rue Lepneveu
 BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste-Catherine
 BREST : "Maison de la Presse", 64, rue Jean-Jaurès
 CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvove", 3, rue de l'Ente
 . Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras
 . Maison de la Presse, place de Jaude
 DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré
 LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
 . Maison de la Presse, place de La Trémoille
 LE HAVRE : "Presse des Halles", 27, place des Halles-Centrales
 LILLE : "Galerie", 57, rue de Béthune
 . Café-restaurant "Le Rainbow", 17, rue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny (place de Strasbourg)
 LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
 . "La Proue", 15 rue Childebert (2^e)
 MARSEILLE : "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon (1er)
 . "Le Temps de Vivre", 54, la Canebière (1er)
 . Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte (15^e)
 . Maison de la Presse, rue Lamartine, (Martigues)
 . Maison de la Presse, quai de Stalingrad, (La Ciotat)
 MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue du Gal-de-Gaule
 MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
 MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
 NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon-Pasteur
 . "Tabacs, Presse", 9, rue de Budapest
 . "Lanoë", 2, rue de Verdun
 . "Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais
 NICE : "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine
 ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame-de-la-Délivrance
 PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (14^e)
 . "Parallèles", 47, rue St-Honoré (1^{er})
 . "FNAC" Forum des Halles (1^{er})
 . "L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (5^e)
 . "La Boulangerie", 67, rue de Bagnoux (Montrouge)
 SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès
 TOULON : Hall de Presse, bd Mal-Leclerc
 TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard
 . "FNAC", 1 bis, place Occitane
 . "Les Arcades", place du Capitole
 TOURS : "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous sommes répertoriés sous le numéro ISSN 0336 464 X.

Courant Communiste International

Revue Internationale/68

1^{er} trimestre 1992 15 11/75 10

Explosion de l'URSS, massacres en Yougoslavie
 SEULE LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE
 PEUT SORTIR LE MONDE DE LA BARBARIE

Crise économique mondiale
 CRISE DU CREDIT, RELANCE IMPOSSIBLE,
 UNE RECESSION TOUJOURS PLUS PROFONDE

Notes sur l'impérialisme et la décomposition
 VERS LE PLUS GRAND CHAOS DE L'HISTOIRE

Bilan de 70 années de luttes de « libération nationale », II

AU 20^e SIECLE, LA « LIBERATION NATIONALE » -
 MAILLON FORT DE LA CHAÎNE IMPERIALISTE

Le communisme n'est pas un bel idéal,
 mais une nécessité matérielle, I

DU COMMUNISME PRIMITIF AU SOCIALISME DE L'UTOPIE



APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

PROPAGANDE ANTI-LE PEN

UNE CAMPAGNE DE DIVERSION
ET DE DIVISION DE LA CLASSE OUVRIERE

■ Depuis des semaines se succèdent, sur tous les médias, émissions, gros titres des journaux, discours politiques, sur le danger de l'extrême droite, le retour du péril fasciste incarné par le Front National de Le Pen et son idéologie xénophobe, raciste et nationaliste. Pour faire face à cette menace, toutes les forces "démocratiques", notamment de gauche et d'extrême gauche, appellent l'ensemble de la population à resserrer les rangs, à se mobiliser, toutes classes confondues, dans un front commun derrière les bannières des forces "démocratiques".

UNE CAMPAGNE IDEOLOGIQUE
POUR DIVISER ET DEVOYER LES OUVRIERS

Tout ce remue-ménage n'est que pure propagande ! Car, même s'il est vrai que les partis d'extrême droite trouvent un certain écho dans la population, y compris dans certains secteurs très minoritaires de la classe ouvrière, la perspective d'une accession de ces partis à la tête de l'Etat, comme cela avait été le cas dans les années 30, n'est pas à l'ordre du jour, ni en France ni dans les principaux pays industrialisés (voir notre réponse au courrier des lecteurs dans ce numéro). Tout ce brouhaha médiatique ne sert, en fait, qu'à alimenter une énorme campagne idéologique contre le prolétariat.

Il s'agit, en effet, d'un gigantesque écran de fumée destiné d'abord à détourner les ouvriers de leurs préoccupations centrales, à obscurcir leur conscience face à toutes les questions que suscitent aujourd'hui, dans leurs rangs, les bouleversements actuels de toute la situation mondiale (en particulier depuis l'effondrement du bloc de l'Est et la guerre du Golfe). De plus, face à la misère croissante que subit la classe ouvrière à l'Ouest, cette campagne vise encore et surtout à tenter de dévoyer la classe ouvrière du seul terrain de lutte qui soit le sien, celui du combat acharné contre les attaques de l'ensemble de ses conditions de vie, et qui n'épargne aucun secteur du prolétariat.

Et si, aujourd'hui, les fractions bourgeoises qui orchestrent cette campagne dénoncent à cor et à cri la xénophobie et le racisme anti-immigrés de l'extrême droite, si leur propagande se polarise essentiellement autour du problème de l'immigration, c'est d'abord pour diviser la classe ouvrière entre travailleurs immigrés et "autochtones". C'est ainsi qu'elle s'évertue, à travers tous ses "débat", à faire de l'immigration une question en soi qui ne concernerait que les ouvriers immigrés, et pas les autres, qui, eux, auraient des privilèges à préserver. Ce que vise la classe dominante, c'est à briser leur unité et leur solidarité de classe exploitée, en leur faisant croire non seulement qu'ils n'ont aucun intérêt commun à défendre face aux attaques capitalistes, mais encore que leurs intérêts seraient contradictoires (cf. article "Le

prolétariat : une classe d'immigrés", dans "RI" n° 207).

Mais cette campagne a aussi une autre fonction anti-ouvrière. Elle vise encore à tenter de recréer le jeu démocratique, fortement mis en question ces dernières années par la méfiance de plus en plus ouverte de larges fractions de la classe ouvrière vis-à-vis des partis politiques bourgeois. En braquant là encore tous les projecteurs sur le danger de la venue au gouvernement de la fraction Le Pen, la bourgeoisie veut nous faire croire que le seul combat valable aujourd'hui, c'est celui de la défense de la démocratie, de toutes ses institutions face au "monstre fasciste". Le "spot" électoral diffusé actuellement sur toutes les chaînes de télévision est particulièrement illustratif de ce montage médiatique : on désigne l'"abstentionniste" comme le futur responsable de la montée de l'extrême droite. Le message est clair : il faut voter ! Il faut défendre la démocratie pendant qu'il en est encore temps ! C'est derrière ce combat que nous devons tous nous rassembler !

FN, PS, PCF, TROTSKISTES :
TOUS DES ENNEMIS DU PROLETARIAT

Mais qui se fait aujourd'hui le porte-drapeau de la croisade anti-Le Pen en France ? Justement tous ceux qui, à différents niveaux, ont besoin d'un vernis "démocratique" pour tenter de justifier leur propre politique anti-ouvrière : le PS, bien sûr, qui, depuis dix ans qu'il assume la gestion du capital national, n'a cessé de porter des attaques toujours plus féroces contre tous les ouvriers, de mener la chasse aux immigrés à coups de charters et de refoulement manu militari aux frontières. Si aujourd'hui, le PS orchestre la campagne anti-Le Pen, c'est, bien sûr, pour continuer à mystifier la classe ouvrière en tentant de redorer son blason fortement terni par dix ans de politique d'austérité, mais aussi pour défendre ses petits intérêts de clique capitaliste sur la scène électorale contre les autres partis bourgeois, notamment ceux de droite. En désignant Le Pen comme l'ennemi à abattre, il tente ainsi de faire oublier que c'est lui qui a institué les lois sur la "proportionnelle" en 85 grâce auxquelles le Front National a pu accéder comme force politique à part entière dans le jeu démocratique bourgeois. Aujourd'hui, c'est encore grâce à sa réforme électorale que ce même PS peut, à nouveau, utiliser l'épouvantail Le Pen comme repoussoir, tant pour récupérer à son propre compte une partie de l'électorat français que pour mener une gigantesque offensive idéologique contre toute la classe ouvrière.

Mais le PS n'est pas la seule fraction de "gauche" à hurler aujourd'hui au loup. Dans cette campagne, il est relayé par toutes les autres forces "démocratiques" et "humanitaires", telles le PCF et les groupuscules trotskistes, qui ne ratent ja-

mais une occasion de dévoyer les ouvriers derrière leurs manifestations interclassistes, qu'elles soient "pacifistes", anti-racistes ou "antifascistes". Là encore, l'hypocrisie bourgeoise atteint des cimes ! Car qui d'autre que le PCF est directement responsable de la propagation en milieu ouvrier de l'idéologie nationaliste, raciste la plus abjecte : n'est-ce pas lui, qui, dans les communes qu'il contrôle, a été le premier à instituer les quotas d'immigrés ? Qui d'autre que lui n'a cessé tout au long de ces dernières années de clamer qu'il fallait "produire français, travailler français" ? Qui d'autre que lui a envoyé, il y a dix ans, des bulldozers sur un foyer de travailleurs immigrés à Vitry ? Qui d'autre que lui a été le meilleur défenseur des pays dits "socialistes", où le discours stalinien est une des pires idéologies nationalistes et racistes ?

Quant aux trotskistes, qui cherchent toujours à masquer leur nature bourgeoise derrière une phraséologie radicale, prétendument "révolutionnaire", ils ne valent pas mieux ! En enfourchant le cheval de bataille de l'anti-fascisme, ils veulent encore nous faire oublier qu'ils sont, aujourd'hui encore, les plus fidèles défenseurs du stalinisme. Ils veulent nous faire oublier qu'ils ont toujours soutenu et cautionné les exactions commises par les fractions de gauche au gouvernement contre la classe ouvrière. Car qui d'autre mieux que les trotskistes n'a cessé, au cours de toutes les campagnes électorales, de jouer le rôle de rabatteurs de la gauche du capital, en ramenant les ouvriers dans le giron du PS et du PCF, en les appelant à aller voter pour ceux-là mêmes qui allaient appliquer une politique d'austérité identique à celle de la droite ?

Il n'y a pas de différence de nature entre la gauche et la droite, entre le fascisme et l'antifascisme, entre le racisme et l'antiracisme, entre le totalitarisme et la démocratie, entre Le Pen ou Mitterrand. Ce sont les deux facettes complémentaires d'un seul et même système, le capitalisme. La seule différence, c'est que tous ceux qui se présentent sous le visage de l'antifascisme, antiracisme, antinationalisme, etc., ont en plus le masque de l'hypocrisie. Ils en sont pour cela d'autant plus dangereux. La classe ouvrière doit refuser de se laisser diviser et entraîner dans un combat qui n'est pas le sien. Son seul et véritable terrain de classe, c'est celui de la lutte massive et unie contre la misère et l'exploitation de l'Etat capitaliste, qu'il soit fasciste ou antifasciste, de droite, ou de gauche. Et pour mener efficacement ce combat, elle doit affirmer partout son unité et sa solidarité de classe internationale, par-delà toutes les divisions et rivalités que ses exploiters s'efforcent, par tous les moyens, d'introduire dans ses rangs.

LAM

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

FASCISME ET ANTIFASCISME ,

une campagne de diversion et de division de la classe ouvrière

GRENOBLE :

Permanence le samedi 25.01 à 15h, à la brasserie "La Savoie", avenue Félix-Vialet, face à la gare.

LILLE :

Permanence le samedi 25.01 de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Permanence le mercredi 15.01 à 18h30 à la "Brasserie de l'Industrie", angle de l'avenue de Saxe et du cours Gambetta, 3e arrondissement.

Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, à partir de 11h30 et au métro Bellecour (entrée côté place) chaque 2e mercredi du mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 18.01 à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h sortie métro Chartreux.

Permanence le mercredi 6.02 de 18h à 19h à "L'Artistic-Bar", 4, cours Joseph-Thierry, 1er arrondissement.

Vente de la presse le samedi 18.01 de 10h30 à 11h30 au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès.

NANTES :

Réunion publique le samedi 11.01 à 17h à la salle de la Fraternelle, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence le jeudi 9.01 à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de Talensac le samedi 18.01 de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le samedi 11.01.92 à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

Permanence tous les samedis (sauf celui de la réunion publique) de 18h à 20h, même adresse.

Vente de la presse au marché de St-Denis (métro St-Denis-Basilique) le 2e dimanche du mois à partir de 11h30.

ROUEN :

Permanence le samedi 25.01 à 14h à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le jeudi 23.01 à 21h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgette, route de Seysses-Toulouse. Permanence les vendredis 17.01 et 7.02 à 18h30. Rendez-vous à la brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 5.01 et 9.02 au marché aux Légumes (près de la place Jeanne-d'Arc) de 11h30 à 12h30 et au marché aux Puces (place St-Sernin) de 11h à 12h.

TOURS :

Réunion publique le samedi 25.01 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimale de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTION

Nantes :

RP de novembre :

AL : 400 F ; GM : 50 F ; Bacalao : 50 F ; H : 450 F.

RP de décembre :

Bacalao : 15 F ; AL : 400 F ; BR : 20 F ; H : 450 F.

Rouen : D : 250 F ; K : 50 F.

Total : 2 135 F

LISEZ NOTRE
NOUVELLE BROCHURE

• Cette brochure s'inscrit directement dans le combat que doivent mener les révolutionnaires contre les campagnes mensongères de la bourgeoisie visant à faire croire aux ouvriers que l'effondrement du stalinisme serait celui du communisme. Constituée à partir d'articles parus dans la presse du CCI, elle développe en particulier les points suivants :

- Le stalinisme, en tant que régime politique, n'est que la forme particulière prise par le pouvoir du capital en Russie suite à la défaite de la grande vague révolutionnaire qui a secoué le monde au lendemain de la première guerre mondiale. Si les régimes staliniens, face aux coups de boutoir de la crise économique mondiale, se sont effondrés les premiers, cela n'est dû qu'à des spécificités les rendant plus vulnérables face à celle-ci, et non pas à une quelconque différence de nature.

- Le stalinisme a été l'artisan de la contre-révolution en Russie où il s'est imposé par la répression systématique et massive de la classe ouvrière, par l'élimination au sein du parti bolchevik de ceux qui avaient été les principales figures d'Octobre 1917. Partout dans le monde, il a été, dans les années 30, à travers les PC, le bras armé de la contre-révolution parmi les rangs du prolétariat.

- Toutes les fractions de la bourgeoisie, des PC à l'extrême droite en passant par les sociaux-démocrates, ont, depuis plus de soixante ans (sans oublier le courant trotskiste, à compter de la seconde guerre mondiale), monté et entretenu de façon complice l'une des supercheres les plus énormes de l'histoire, selon laquelle le stalinisme serait la continuité du régime politique issu de la révolution de 1917 en Russie.

- Dans le mouvement ouvrier, le combat contre le stalinisme remonte à loin puisqu'il s'est développé déjà dans le parti bolchevik lui-même puis au sein des PC dès les années 20 avant de se poursuivre avec les groupes de la Gauche communiste.

- Pour assumer ses responsabilités historiques, la classe ouvrière dispose de capacités gigantesques, ainsi qu'elle l'a bien montré, dans la deuxième décennie de ce siècle, à travers sa mobilisation internationale sur le terrain révolutionnaire, en contraignant la bourgeoisie à mettre un terme à la première boucherie mondiale, et en ébranlant son système jusque dans ses fondements.

- Le communisme n'est pas une utopie, mais constitue une possibilité réelle. Il est une nécessité et la seule alternative face à la barbarie et au chaos grandissants du capitalisme à l'agonie.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

EFFONDREMENT
DU STALINISME

PAYS DE L'EST - URSS

Ce n'est pas la mort du communisme

C'est la décomposition du capitalisme

COMMUNISME

C'est la perspective prolétarienne

C'est le seul avenir pour l'humanité

FASCISME ET ANTIFASCISME : deux armes de la bourgeoisie contre le prolétariat

Y a-t-il un combat spécifique à mener contre "le fascisme" aujourd'hui ?
Qu'est-ce que le fascisme ?
Quel est le rôle de "l'antifascisme" ?
Quelle attitude doivent avoir les révolutionnaires communistes face à toute cette campagne sur "fascisme" et "antifascisme" ?

■ Nous avons reçu une lettre qui, malgré sa brièveté, exprime une critique qui nous est souvent adressée et pose une question de toute actualité. Des extraits :

(...) Toutes ces organisations (Organisation communiste libertaire, Tribune anarchiste communiste, Jeunesses communistes, la Ligue trotskiste de France, le SCALP (section carrément anti-Le Pen)) n'ont pas vraiment les mêmes idées et cela est normal, mais toutes sont contre le capitalisme quel qu'il soit, et contre le fascisme. C'est unis que nous gagnerons. Donc il faut être indulgent et il faut savoir pardonner les erreurs des autres. (...)

Votre journal est très bien, sauf peut être qu'il est un tout petit peu sectaire. Mais il transmet, quand on le lit, une certaine vitalité de votre part, ce qui est très positif, et l'on voit que vous êtes sincère. (...)

Le 1er Mai de chaque année, le FN organise une manifestation en l'honneur de Jeanne d'Arc et à cette occasion l'organisation Black-Blanc-Beurre appelle à une autre manifestation pour barrer la route à Le Pen et pour combattre le FN. J'espère que votre organisation appellera tous ses militants à se rendre à l'appel de cette organisation pour combattre Le Pen (...).

Salutations communistes, PM.

Notre réponse

"Barrer la route à Le Pen", "combattre le Front National", "tous unis contre le fascisme"... Telles sont, d'après notre lecteur, les priorités de l'heure. Des priorités qu'il voudrait que nous fassions nôtres. On nous demande d'être un "tout petit peu" moins "sectaires", de "pardonner les erreurs des autres" et, main dans la main avec les stalinien, les trotskystes, les anarchistes et autres organisations "anti-racistes", de partir en guerre contre "le fascisme".

Notre lecteur s'est-il posé la question de savoir pourquoi cet appel à "l'unité antifasciste" est repris en chœur, aujourd'hui, dans les pays industrialisés d'Occident, par presque tous les politiciens, souvent à partir du gouvernement, aussi bien "à droite" (Etats-Unis, Allemagne, Belgique) qu'"à gauche" (France) (1) ? Ces gens qui gèrent la machine politique capitaliste seraient-ils, sans se rendre compte, en train de travailler pour la révolution communiste ? Ou est-ce notre lecteur qui tombe dans le piège des campagnes de nos "démocrates" à la recherche d'une quelconque re-crédibilisation ?

Y A-T-IL UN VÉRITABLE DANGER FASCISTE ?

Le premier mensonge sur lequel reposent les actuelles opérations antifascistes, consiste à affirmer qu'il y aurait un véritable danger fasciste aujourd'hui dans les pays industrialisés d'Occident : les récents gains électoraux de quelques petits partis d'extrême droite en seraient la preuve. Mais la bourgeoisie n'a pas recours aux régimes fascistes dans n'importe quelles conditions. Le fascisme n'est ni plus ni moins capitaliste qu'un quelconque régime de démocratie parlementaire. Tout comme le stalinisme, il ne constitue qu'une concrétisation particulière de la tendance au capitalisme d'Etat, cette tendance qui marque toute la vie du capital mondial depuis son entrée en décadence avec la première guerre mondiale. Ce qui est spécifique au fascisme, c'est qu'il ne s'encombre pas de tout le jeu "démocratique" bourgeois, avec ses partis et syndicats "de gauche" destinés à assurer la manipulation et le contrôle politique de la principale classe exploitée. C'est pourquoi la bourgeoisie ne peut y recourir que dans des conditions de total écrasement (politique et physique) de la classe ouvrière. Ainsi, par exemple, en Allemagne, ce n'est qu'après le total anéantissement du prolétariat et de ses luttes révolutionnaires, qui mirent fin à la première guerre mondiale, qu'Hitler put être mis au pouvoir. Or de telles conditions n'existent pas actuellement dans les pays industrialisés d'Occident. Quelles que soient les faiblesses présentes du prolétariat, la bourgeoisie est loin d'être parvenue à annihiler définitivement la conscience et la combativité de celui-ci. Pour saboter de l'intérieur les luttes ouvrières, pour anéantir sa conscience avec le chloroforme électoral, plus que jamais elle a encore besoin du travail subtil et systématique de ses partis et syndicats "ouvriers", ainsi que de leurs acolytes radicaux : les gauchistes. Si les Le Pen et autres partis d'extrême-droite ont aujourd'hui une fonction, c'est d'abord et avant tout celle de servir de faire-valoir à toutes ces forces de "gauche" qui ont de plus en plus de mal à se distinguer des autres forces politiques de la bourgeoisie.

Contrairement à ce qu'affirme notre lecteur, ce n'est pas le fascisme qui constitue aujourd'hui un danger prioritaire pour la classe ouvrière, mais l'antifascisme et toutes les idéologies "démocratiques" qui l'accompagnent. Et ce n'est pas un "moindre mal".

QUELLE A ETE LA FONCTION DE "L'ANTIFASCISME" ?

"L'antifascisme" a constitué le principal instrument idéologique dont s'est servi la bourgeoisie du bloc "démocratique" pour enrôler les prolétaires de leur pays et s'en servir comme chair à canon dans la deuxième boucherie impérialiste mondiale. C'est en son nom que fut jetée la bombe atomique sur Hiroshima et que la population civile d'Allemagne fut systématiquement anéantie sous les bombes incendiaires. Tout comme le fascisme et le stalinisme, l'antifascisme fait partie intégrante de l'arsenal idéologique de la barbarie du capitalisme décadent. Il n'est pas l'antidote de la pourriture totalitaire, mais un de ces principaux composants.(2)

Dès les années 30, alors que les effets de la grande dépression économique poussaient des millions de prolétaires au combat contre la misère capitaliste, "l'antifascisme" fut le principal instrument des partis social-démocrates et stalinien pour faire remplacer dans les usines en lutte le drapeau rouge par le drapeau national, et le chant de "l'internationale" par les hymnes patriotards. Le "Front populaire" en France, mais aussi, et surtout, la Guerre d'Espagne sont de tragiques exemples de la véritable fonction anti-ouvrière de "l'antifascisme". En Espagne 1936, c'est avec le concours de la plus grande organisation anarchiste qui ait jamais existé, la CNT, que les racailles "socialistes" et stalinien sont parvenues à faire abandonner le terrain de classe aux ouvriers espagnols pour les embrigader au nom de "l'antifascisme" derrière le drapeau de la bourgeoisie républicaine. Le résultat, on le connaît : un million de morts qui n'ont servi qu'à préparer la deuxième guerre mondiale.

Qui plus est, ce sont les forces qui ont toujours été au centre des grandes manoeuvres antifascistes, les partis social-démocrates et stalinien, qui se sont souvent chargés des principaux massacres de prolétaires au cours de ce siècle : c'est la Social-démocratie qui écrasa dans le sang les insurrections ouvrières de 1919 à 1923 en Allemagne (préparant le terrain à l'avènement du nazisme) ; ce sont les partis stalinien qui ont réalisé la contre-révolution en URSS, déportant et assassinant les révolutionnaires d'Octobre 1917, tout comme la répression des grèves ouvrières de Berlin en 1953, en Hongrie 1956 ou en Pologne 1981. Pendant la guerre d'Espagne elle-même, lorsqu'en 1937 à Barcelone la classe ouvrière tente de retrouver son terrain de classe, les "antifascistes" socialistes et stalinien se retrouvent main dans la main pour réprimer ses luttes dans le sang. Longue est la liste des massacres de prolétaires perpétrés au nom de "l'antifascisme" ou par les grands défenseurs de l'idéologie antifasciste.

Notre lecteur nous dira peut-être que, pour lui, l'antifascisme ce n'est pas avec les "socialistes" et les stalinien qu'il faut le faire, mais avec des gens "plus à gauche" : les trotskistes, les anarchistes et autres gauchistes du type "antiraciste". Mais quelle a été la tâche de ce type de courants tout au long de l'histoire si ce n'est de servir de rabatteurs des grandes forces et fronts "antifascistes". Toutes les organisations trotskistes ont inscrit dans leur credo la défense "critique" de l'URSS, du stalinisme, des partis et des syndicats "ouvriers". Les anarchistes, qui n'ont jamais réussi à raisonner en termes de classe, sont toujours tombés dans tous les pièges frontistes... jusqu'à participer au gouvernement bourgeois de la République espagnole parce qu'il était "antifasciste". Quant aux "nouveaux" mouvements de type "antiraciste", ils ne sont que des gadgets à la mode "anti-politique", prêts à tout, sauf à poser les problèmes en termes de classe, et, la plupart du temps, manipulés par les grands partis de la gauche officielle (voir "SOS racisme" et son "Touche pas à mon pote" directement créés par les services de l'Elysée).

SOMMES-NOUS "UN PETIT PEU SECTAIRES" ?

Il n'y a que ceux qui ne voient pas ce qu'est la classe ouvrière, lorsqu'elle sait retrouver son unité de classe, sa conscience historique, qui passent leur temps à raisonner en termes d'alliances avec telle ou telle fraction de l'appareil politique de la bourgeoisie. Nous ne sommes ni "un petit peu" ni très "sectaires". Nous sommes pour la plus grande, la plus puissante et la plus profonde unité... de la classe ouvrière. Les alliances avec des fractions "plus démocratiques" de la bourgeoisie n'ont conduit les prolétaires, dans le capitalisme décadent, qu'à de nouveaux massacres. Au XIXe siècle, lorsque la bourgeoisie devait encore combattre les restes de la féodalité, les partis prolétariens pouvaient et devaient avoir des stratégies d'alliances avec les fractions les plus radicales de la bourgeoisie. Mais depuis la première guerre mondiale, depuis que le capitalisme est devenu un système historiquement obsolète, "toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à le désarmer face à son ennemi de classe."(3)

Contrairement à ce qu'affirme notre lecteur, nous n'avons pas à être "indulgents" avec ce qu'il appelle des "erreurs" des organisations professionnelles de "l'antifascisme", pour la simple raison que ce ne sont pas des erreurs, mais leur raison d'être, puisque ces organisations, derrière un langage "révolutionnaire" et "anti-capitaliste" sont des défenseurs du capitalisme (4).

On ne combat pas le fascisme en s'alliant avec d'autres fractions de la classe qui engendrent cette monstruosité du capitalisme décadent. La lutte contre les "fascistes" et assimilés est la même que la lutte contre les stalinien (repentis ou pas) et les "démocrates" bourgeois : c'est la lutte intransigeante de la classe ouvrière mondiale contre le capital, non pas pour un illusoire "capitalisme humain" mais pour le communisme, le vrai.

Pour RI,
RV

- (1). Voir l'article à ce propos dans ce numéro.
- (2). Voir en particulier "Les massacres et les crimes des 'grandes démocraties'" dans *Revue Internationale*, n° 66, 3e trim. 1991.
- (3). Résumé des positions de base du CCI dans notre presse.
- (4). Voir en particulier, à ce sujet, notre brochure : "Le trotskisme contre la classe ouvrière".

PUBLICATIONS

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal ;

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien, etc.)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
30F + 3F pour frais d'envoi
PLATE FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi
GUERRE DU GOLFE
15F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
80F + 12F pour frais d'envoi
LA GAUCHE HOLLANDAISE
120F + 12F pour frais d'envoi
L'EFFONDREMENT DU STALINISME
20F + 6F pour frais d'envoi

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous sommes répertoriés sous le numéro ISSN 0336 464 X.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin, 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

LA REVOLUTION DU PROLETARIAT MONDIAL, SEUL ESPOIR POUR L'HUMANITE

Ces deux dernières années, c'est à une vitesse vertigineuse que les convulsions du capitalisme ont précipité l'humanité dans un chaos et une barbarie effroyables. Depuis l'effondrement du bloc de l'Est, tous les grands événements de la situation mondiale nous renvoient, jour après jour, l'image d'un monde en pleine putréfaction, qui continue de se décomposer par pans entiers. Cette décomposition générale de la société, c'est le seul avenir que le capitalisme soit capable de nous offrir. La survie de ce mode de production en crise porte avec elle la menace de destruction totale de toute la planète. Face à cette perspective apocalyptique, il n'existe qu'une seule issue : le renversement de ce système barbare et décadent et l'édification d'un autre monde débarrassé de l'exploitation, des crises, des famines, des guerres... Ce nouvel ordre social, fondé sur la satisfaction des besoins humains et non sur la recherche du profit, une seule classe de la société est capable de le construire : le prolétariat international.

Cette perspective de renversement de son système à l'agonie, la bourgeoisie la redoute plus que tout. C'est bien pour cela que, depuis deux ans, elle exploite à fond l'effondrement des régimes stalinien pour extirper de la tête des ouvriers toute

■ Si le capitalisme s'enfoncé dans une crise économique irremédiable qui constitue la cause ultime des convulsions actuelles, s'il plonge des masses croissantes d'êtres humains dans la misère et la famine alors qu'il ne trouve pas de débouchés pour sa production, alors qu'il ferme les usines, stérilise les champs et licencie les ouvriers, c'est qu'il ne produit pas pour satisfaire les besoins mais pour vendre sur le marché, afin de réaliser un profit. Ce marché est aujourd'hui saturé, non pas que les besoins de la société soient satisfaits, mais parce qu'elle ne dispose pas des moyens d'acheter les marchandises produites, et que le capitalisme est incapable, à moins de se nier lui-même, de lui fournir de tels moyens : un capitalisme qui donnerait à ses acheteurs l'argent pour acquérir sa production, qui donnerait donc sa production, ne serait plus du capitalisme. Et le crédit dont on abuse depuis des années n'y peut rien : en provoquant un endettement généralisé, il ne fait que reporter les contradictions tout en les rendant plus explosives encore. Les campagnes idéologiques bourgeoises nous chantent aujourd'hui les louanges du marché censé résoudre tous les problèmes que rencontre l'économie mondiale. C'est une sinistre supercherie ! C'est bien parce que le capitalisme est basé sur la production de marchandises, de valeurs d'échange et non de valeurs d'usage, que son économie plonge dans le gouffre de manière irréversible. Si les économies stalinien ont essuyé un tel échec, ce n'est pas pour avoir aboli le capitalisme et le marché, c'est pour avoir tenté de tricher à grande échelle avec leurs lois alors qu'elles n'en étaient jamais sorties. La seule façon pour la société de surmonter la crise du capitalisme n'est pas de "faire plus de capitalisme" ou "moins de capitalisme" ou de réformer ce système. C'est de mettre à bas les lois qui le gouvernent, c'est d'abolir le capitalisme lui-même.

SEUL, LE PROLETARIAT PEUT VENIR A BOUT DU CAPITALISME

Et un tel bouleversement, seule la classe ouvrière est en mesure de le réaliser. Elle seule dans la société est réellement intéressée à s'attaquer radicalement aux fondements du capitalisme et en premier lieu à la production marchande qui se trouve au cœur de la crise de ce système. Car c'est justement le marché, la domination de la marchandise dans la production capitaliste, qui est à la base de son exploitation. Le propre de la classe ouvrière, contrairement à d'autres catégories de producteurs comme les propriétaires agricoles ou les artisans, c'est d'être privée des moyens de production et d'être obligée, pour vivre, de vendre sa force de travail aux détenteurs de ces moyens de production : les capitalistes privés ou bien l'Etat. C'est parce que, dans le système capitaliste, la force de travail elle-même est devenue une marchandise, et même la principale de toutes les marchandises, que les prolétaires sont exploités. C'est pour cela que la lutte du prolétariat contre l'exploitation capitaliste porte avec elle l'abolition du salariat et, partant, l'abolition de toute forme de marchandise. En outre, cette classe produit, dès à présent, l'essentiel des richesses de la société. Elle le fait dans un cadre collectif, grâce au travail associé développé par le capitalisme lui-même. Mais ce système n'a pu poursuivre jusqu'au bout la socialisation de la production qu'il avait entreprise au détriment de la petite production individuelle.

C'est bien là une des contradictions essentielles du capitalisme : sous son règne la production a acquis un caractère mondial, mais les moyens de production sont restés dispersés

idée de révolution en continuant à leur faire croire que celle-ci ne peut mener qu'à la terreur stalinienne.

N'a-t-on pas vu les chantres du capitalisme exploiter le cataclysme qui ébranle les pays de l'Est pour clamer à tue-tête : "voilà le résultat de la révolution d'Octobre 1917. Voyez à quelle horreur conduit la lutte de classe, l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie" ? Autrement dit, la faillite du prétendu système "communiste" à l'Est ferait la preuve de l'inanité de tout projet révolutionnaire du prolétariat, de son impuissance. Il ne resterait donc aux exploités qu'à se nier comme classe et à faire confiance à la classe dominante, à ses fractions les plus "éclairées", à ses "hommes de bonne volonté", à ses humanistes, à ses intellectuels bien-pensants, à ses curés et à ses "démocrates" de tout poil qui, eux seuls, auraient la capacité de transformer le monde.

Malgré les difficultés qu'il rencontre aujourd'hui pour affirmer sa force de classe, malgré toutes les campagnes bourgeoises qui cherchent à lui inoculer un sentiment d'impuissance et à le détourner de sa propre perspective, le prolétariat doit garder confiance en lui-même et en l'avenir que portent ses combats contre l'exploitation, la misère et la barbarie capitalistes.

entre les mains de multiples propriétaires, patrons privés ou Etats nationaux, qui se vendent et s'achètent les marchandises produites. L'abolition du marché passe donc par l'expropriation de tous les capitalistes, par la prise en main collective par la société de l'ensemble de ces moyens de production. Et cette tâche, seule la classe qui ne possède aucun moyen de production, alors que c'est elle qui les met en oeuvre de façon collective, peut la réaliser.

Une telle idée n'est pas nouvelle : depuis un siècle et demi elle a constitué le drapeau des combats ouvriers contre l'exploitation. "L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes" : c'était le mot d'ordre central du programme de l'Association Internationale des Travailleurs, la première Internationale, fondée en 1864. Depuis, il a été repris avec la même force par les autres Internationales : l'Internationale socialiste fondée en 1889, l'Internationale communiste née en 1919 au milieu de la vague révolutionnaire et tuée en 1928 par le stalinisme. A l'heure actuelle, les campagnes bourgeoises essaient de faire croire qu'il s'agit d'une simple utopie, une utopie dangereuse puisqu'on lui devrait, à leurs dires, l'horreur du stalinisme. Mais de la bourgeoisie et de ses médias, on ne peut attendre que des mensonges. En réalité, ce qui a été affirmé par le mouvement ouvrier depuis ses origines est resté entièrement valable. En se transformant, le capitalisme n'a pas fait disparaître la classe ouvrière comme le prétendent certains sociologues aux ordres. Ce système continue de vivre, c'est son essence même, de l'exploitation du travail salarié. Et la classe des producteurs salariés, qu'ils travaillent dans des usines ou dans des bureaux, dans des écoles ou dans des hôpitaux, continue d'être le seul porteur de l'avenir de l'humanité.

Et la preuve même que la révolution communiste du prolétariat conserve toute son actualité, c'est l'ampleur des campagnes déchaînées par la bourgeoisie sur le thème de la "fin du communisme" et la "mort du marxisme", c'est-à-dire la théorie révolutionnaire du prolétariat. Si la classe ouvrière n'éprouvait plus aucune crainte à l'égard de ses exploités, si elle pensait réellement que la classe ouvrière ne pourra jamais plus jouer un rôle sur la scène de l'histoire, elle ne se donnerait pas tant de mal pour convaincre les prolétaires qu'ils n'ont rien à attendre de la révolution, elle n'essaierait pas, par tous les moyens, de leur donner un tel sentiment d'impuissance.

LE PROLETARIAT CONSERVE TOUTES SES FORCES POUR RENVERSER LE CAPITALISME

C'est vrai que la gigantesque campagne orchestrée autour des événements de ces deux dernières années, l'explosion de l'ex-bloc "socialiste", l'effondrement du régime stalinien en URSS elle-même, l'éclatement de ce pays qui avait vu la révolution prolétarienne il y a trois quarts de siècle, tout cela a affaibli la classe ouvrière (1). Le stalinisme avait été le fer de lance de la contre-révolution bourgeoise ; avec sa mort, il rend un dernier service à la bourgeoisie en faisant respirer à la classe ouvrière la pauteur de son cadavre, alors qu'elle était déjà confrontée aux difficultés que la décomposition générale du capitalisme suscitait en son sein. Aujourd'hui, beaucoup d'ouvriers sont victimes des campagnes bourgeoises et ont abandonné tout espoir de pouvoir un jour transformer le monde et d'abolir l'exploitation capitaliste. Dans les pays de l'ex-bloc de l'Est, ceux où les prolétaires ont subi les formes les plus extrêmes de la contre-révolution, ils

n'ont pas la force de s'opposer au déchaînement des illusions bourgeoises, même les plus archaïques : pour prendre le contre pied de l'"internationalisme prolétarien" dont le stalinisme avait recouvert sa politique impérialiste, ils sont submergés par l'hystérie nationaliste ; en réaction contre l'athéisme proné par les stalinien, ils sont précipités dans les bras de l'Eglise. Mais ce ne sont pas là les secteurs les plus décisifs du prolétariat mondial. Ces secteurs, c'est dans les pays capitalistes les plus avancés d'Occident qu'ils se trouvent. C'est dans cette partie du monde, et particulièrement en Europe occidentale, que vivent, travaillent et luttent les bataillons les plus concentrés, mais aussi les plus expérimentés du prolétariat mondial. Et cette partie du prolétariat n'a pas été défaite. Si elle est désorientée par les mensonges actuels, elle n'a pas été embrigadée derrière les drapeaux bourgeois, nationalistes ou démocratiques. En particulier, lors de la guerre du Golfe, la bourgeoisie des pays développés n'a utilisé que des professionnels : c'était la preuve qu'elle était consciente que les soldats du contingent (là il existe), c'est-à-dire les ouvriers sous l'uniforme, ne sont pas prêts à donner leur vie pour la "défense du droit ou de la démocratie". Et cette guerre s'est chargée de dévoiler plus clairement aux yeux de la classe ouvrière ce que signifiait la démocratie et ses mensonges sur le "nouvel ordre mondial".

A l'heure actuelle, les célébrations des grands-messes démocratiques que sont les élections sont de plus en plus désertées par les prolétaires. Il en est de même des syndicats, ces organes de l'Etat bourgeois chargés d'encadrer les exploités pour saboter leurs luttes. En outre, l'aggravation inexorable de la crise économique se chargera de plus en plus de balayer les illusions sur la "supériorité" de l'économie capitaliste en même temps qu'elle obligera la classe ouvrière à reprendre le chemin des combats de plus en plus vastes et unis. Un chemin dans lequel elle n'avait cessé de progresser depuis la fin des années 60, et particulièrement au milieu des années 80, mais que les événements de ces deux dernières années lui ont fait momentanément quitter (1). Le marxisme, que la bourgeoisie s'est empressée d'enterrer avec des soupçons de soulagement, prouve dès à présent qu'il n'a pas fait faillite, bien au contraire : l'aggravation actuelle de la crise, que lui seul a pu prévoir et expliquer, montre à quel point cette théorie est bien vivante. Et sa vitalité ne pourra que se conforter du ressurgissement des luttes ouvrières.

Dans cet effort de la classe ouvrière pour développer ses luttes et sa conscience, le rôle de ses éléments les plus avancés, les véritables communistes, sera de toute première importance et décisif. Aujourd'hui comme hier, "dans les différentes phases de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie", les communistes ont pour tâche "de mettre en avant et de faire valoir les intérêts communs du prolétariat tout entier, sans considération de nationalité", de représenter "toujours l'intérêt du mouvement dans son ensemble" ; (Manifeste Communiste). C'est pourquoi, face aux enjeux et la gravité de la situation historique présente, face au déchaînement des mensonges bourgeois et en vue de contribuer réellement à la maturation de la conscience du prolétariat ainsi qu'au développement de ses luttes, il appartient aux faibles forces révolutionnaires qui existent à l'heure actuelle, de surmonter leurs anciennes divisions et tout esprit de chapelle, d'ouvrir entre elles un débat fraternel leur permettant de clarifier leurs analyses et de participer de façon de plus en plus unie à la défense des positions communistes dans le prolétariat.

Si le prolétariat a besoin d'unité pour mener sa lutte, c'est le même esprit d'unité, qui ne peut se réaliser que dans la clarté, qui doit animer ses forces d'avant garde, les communistes.

Jamais dans l'histoire les enjeux n'ont été aussi dramatiques et décisifs que ceux d'aujourd'hui. Jamais une classe sociale n'a dû affronter une responsabilité comparable à celle qui repose sur le prolétariat. Si celui-ci n'est pas en mesure d'assumer cette responsabilité, il en sera fini de la civilisation, et même de l'humanité. Des millénaires de progrès, de travail et de pensée seront anéantis à tout jamais. Deux siècles de luttes prolétariennes, des millions de martyrs ouvriers n'auront servi à rien. Pour repousser toutes les manœuvres criminelles de la bourgeoisie, pour déjouer ses mensonges odieux et développer vos luttes en vue de la révolution communiste mondiale, pour abolir le règne de la nécessité et accéder enfin à celui de la liberté,

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

(Extraits du "Manifeste du IXe Congrès du CCI")

(1) Dans un prochain numéro de "RI", nous publierons un article traitant des difficultés présentes du prolétariat.

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

● Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.